

LA FRANCE DOIT TRAITER AVEC HO CHI MINH

par **Paul RIVET**

directeur du Musée de l'Homme, député de Paris.

Le drame indochinois continue dans son développement inexorable et fatal. Les espoirs que l'on avait mis dans la combinaison Bao Dai s'évanouissent jour après jour. On avait pensé que le retour de l'ex-empereur, les mains pleines des concessions que l'on avait refusées à Ho Chi Minh, allait provoquer une scission de la résistance vietnamienne. Les nationalistes se ralliant au souverain d'autrefois et ne laissant comme soutien, au gouvernement du Viet-Nam, que les partisans communistes.

Ce rêve est prêt de se terminer en cauchemar. Bao Dai, entouré d'une puissante protection militaire, reste à Dalat, attendant, dit-il, le vote de l'Assemblée nationale au sujet de la Cochinchine pour regagner sa capitale ; en réalité, ses hésitations, ses discussions avec le haut-commandement de France, dont les nouvelles de presse ont souligné le caractère ardu, tiennent surtout à son peu de confiance dans l'accueil que lui réserveront les populations de Hué. N'oublions pas que Dalat n'est pas un pays vietnamien, et se trouve en pays moi.

Par ailleurs, au lieu de s'amollir, la résistance vietnamienne se raidit ; les attaques se multiplient aussi bien en Cochinchine qu'au Tonkin. La France ne tient que les grandes escadres et la résistance vietnamienne contrôle toute la campagne, où elle bénéficie de la complicité des paysans vietnamiens. Si le chef du gouvernement du Viet-Nam est communiste, si certains de ses ministres le sont également, d'autres, que je connais, ne le sont en aucune façon, ses troupes comptent une majorité de patriotes et plusieurs bataillons de choc sont formés exclusivement de catholiques. Le haut-cérge représenté par les quatre évêques annamites, a adressé, le 23 décembre 1945, un appel au pape et, le 4 novembre, un appel à la chrétienté en faveur de l'indépendance du Viet-Nam. Il se peut que le retour de Bao Dai, dont la femme est catholique, ait fait fléchir l'esprit de résistance de ces prélats. Ce serait un des seuls résultats tangibles de la triste opération. Toutefois, je crois savoir qu'un des évêques ne s'est pas rallié à l'empereur et que le bas clergé n'a pas changé de camp. Nous avons connu, en France, cette dualité d'attitude du clergé dans la résistance.

Quoi qu'il en soit, la France est actuellement engagée dans une aventure militaire dont il faut que chaque citoyen connaisse les lourdes conséquences. Le général Le Gentilhomme, dont la compétence en matière indochinoise ne peut être contestée, estime qu'une armée de 500.000 hommes serait nécessaire pour la reconquête (car c'est bien de reconquête qu'il s'agit) de l'Indochine. Il est clair que notre pays ne peut ni ne veut

consentir un tel effort, et que le gouvernement, hésitant à le lui demander, recourra à la politique des « petits papiers », c'est-à-dire à la politique la plus dangereuse, et finalement la plus coûteuse. Déjà, le nombre des milliards demandés au Parlement s'accroît de jour en jour, sans que le succès réponde à cet effort, qui nous a coûté à ce jour 15.000 morts, et sans que l'éventualité d'un désastre soit exclue.

Les armées communistes chinoises attendront, dans quelques mois, la frontière septentrionale de l'Indochine. Ho Chi Minh et son gouvernement trouveront évidemment en elles un appui moral et matériel. Bao Dai, s'il est encore à la tête du Viet-Nam, sera balayé, et avec lui, nos troupes et nos colons. Voilà le désastre que je voudrais à tout prix éviter.

Quelle solution peut-on envisager à une situation aussi dramatique pour la France qui pour le Viet-Nam ? Je répondrai sans ambages : il y a un gouvernement vietnamien, reconnu solennellement par la France le 6 mars 1946, jouissant encore, à l'heure actuelle, de la confiance de l'immense majorité du peuple. C'est lui l'âme de la résistance, c'est avec lui qu'il faut traiter, car on ne finit une guerre qu'en traitant avec ses adversaires. J'entends bien l'objection que l'on ne cesse de me faire : la France ne peut pas traiter avec Ho Chi Minh, responsable des massacres du 19 décembre 1946 à Hanoi. Ho Chi Minh, non sans raison, peut dire qu'il ne peut traiter avec la France responsable du bombardement de Haiphong du 23 novembre 1946 qui tua cinq mille Vietnamiens. Les peuples en guerre ont toujours à se pardonner mutuellement pour se réconcilier, et c'est ce pardon qui fait la grandeur des actes de paix.

Il faut demander au gouvernement vietnamien la cessation immédiate des hostilités, l'échange des otages et lui offrir des élections immédiates dont l'impartialité sera assurée par le contrôle de l'O.N.U. Ces élus auront à décider souverainement du sort de leur pays, et la France, comme le gouvernement vietnamien actuel, s'engagera à respecter leur volonté.

A ce prix et à ce prix seul, la paix peut naître en Indochine et la France peut espérer y garder une audience comparable à celle que l'Angleterre a su mériter des patriotes hindous par sa politique de compréhension. Je pense que ce serait, pour elle comme pour le Viet-Nam, la seule solution humaine de l'atroce conflit qui les divise depuis plus de deux ans. Si notre gouvernement n'acceptait pas cette possibilité de paix, moins sûre, sans aucun doute, que celle qui s'offrirait à nous et que nous avons négligée en juillet 1946, il porterait, devant l'histoire, la plus lourde des responsabilités.

UNE EXPOSITION NOUS LIVRE A NU LE CŒUR DE BALZAC

(Voir en page 5 l'article de Roger Vailland)



Une illustration romantique de la première édition de La Peau de Chagrin

ACTION

POUR LA PAIX ET LA LIBERTE

☆ PRIX 20 FRANCS ☆ SEMAINE DU 19 AU 25 MAI 1949 ☆ No 242 ☆

Ho Chi Minh déclare à ACTION :

" Le Viet-Nam est prêt à collaborer avec le peuple français "

A un certain nombre de questions écrites qui lui ont été posées par ACTION 49, M. Ho Chi Minh, président de la République démocratique du Viet-Nam, vient de nous faire parvenir les réponses suivantes :

Question. — Quelle est aujourd'hui la position de votre gouvernement vis-à-vis de la France ?

Réponse. — Le Viet-Nam est prêt à collaborer avec le peuple français. Les Français, qu'ils soient capitalistes ou

ouvriers, commerçants ou intellectuels, s'ils désirent collaborer sincèrement avec le peuple vietnamien, seront traités en amis. Mais toute entente avec les militaristes français est impossible. Aucun pays indépendant ne peut admettre

l'occupation de son sol par des troupes étrangères. Le Viet-Nam s'oppose catégoriquement au cantonnement des troupes françaises sur son territoire.

Question. — Que pensez-vous de l'accord entre le gouvernement français et Bao Dai ?

Réponse. — L'accord du 8 mars, résultat d'un marché entre Vinh Tuy (Bao Dai) et la France n'est qu'un chiffon de papier. L'indépendance et l'unité dont il est question dans cet accord sont factices. Le peuple vietnamien n'est pas dupe. L'opinion publique française et l'opinion publique internationale s'en sont rendu compte et ont déjà dénoncé les manœuvres des colonialistes. Nul ne peut de bonne foi prétendre que le Viet-Nam est indépendant, alors que des troupes françaises, toujours plus nombreuses, tentent de s'implanter sur le sol de notre patrie.

Question. — Le gouvernement français prétend, grâce

à « l'accord » avec Bao Dai ramener la paix au Viet-Nam. Qu'en pensez-vous ?

Réponse. — M. Vinh Tuy (Bao Dai) revient avec des milliers de soldats français destinés à renforcer le corps expéditionnaire. C'est lui qui va se trouver à la tête de ceux qui massacrent et pillent ses compatriotes. C'est un traître.

Question. — La presse française a prétendu que l'armée populaire chinoise coopère avec vos troupes sur la frontière du Viet-Nam. Est-ce exact ?

Réponse. — Non. C'est faux. Tout le monde sait que les colonialistes ont l'habitude d'inventer des nouvelles fantaisistes pour camoufler leurs échecs. Les troupes de libération chinoises sont stationnées à deux ou trois mille kilomètres des frontières du Viet-Nam. L'armée nationale vietnamienne ne compte que sur ses propres forces pour remporter la victoire.

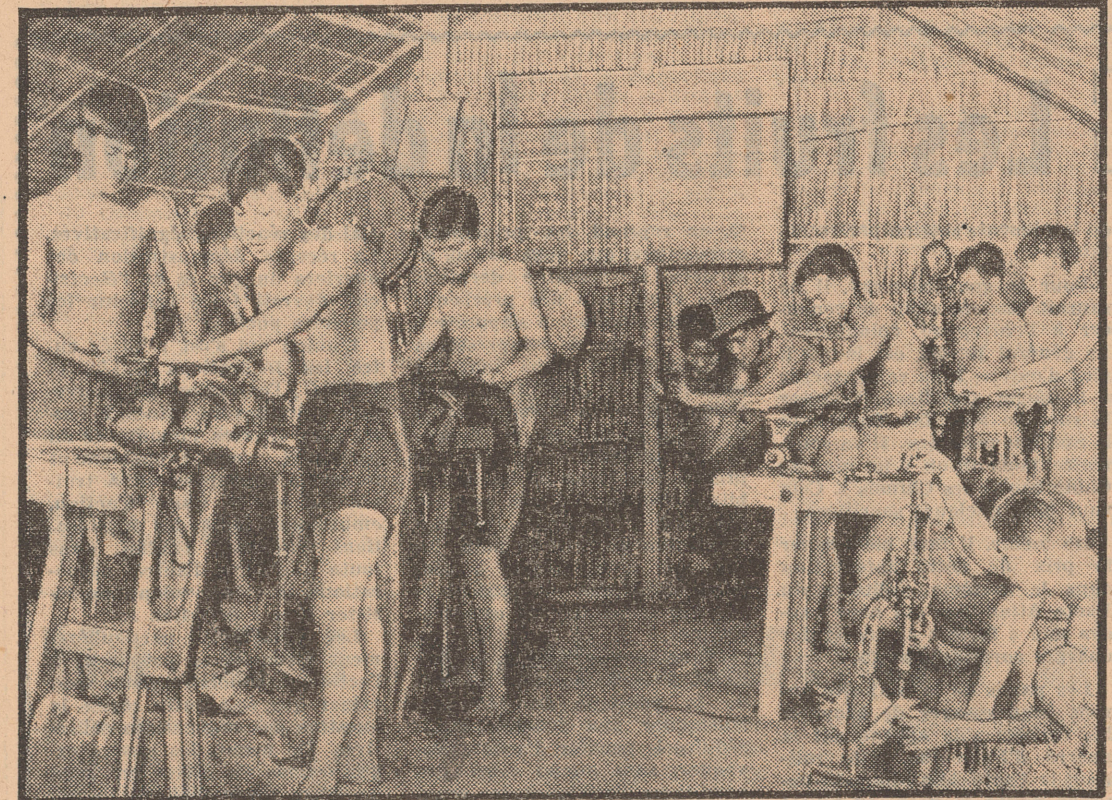
(Suite page 3.)



Une prise d'armes dans les maquis vietnamiens.



Une section monte en ligne, l'homme de tête porte un bazooka, la plus légère des armes antitanks.



Dans une maison de paysans, de jeunes garçons fabriquent des munitions pour les combattants.

LA SEMAINE PROCHAINE :

Révélation sur la Banque de l'Indochine

ALERTE A LA S.N.C.F.

UN QUART DE NOS VOIES FERRÉES A LA FERRAILLE

M. CHRISTIAN PINEAU est revenu récemment d'un voyage « d'étude » aux Etats-Unis. Curieuses études qui semblent bien avoir été amorcées par l'un de nos précédents ministres des Travaux publics et des Transports qui n'était autre que Jules Moch, lors d'un séjour qu'il fit, lui aussi, en Amérique.

Quoi qu'il en soit, dès le retour de Pineau, une offensive de grand style était déclenchée contre la Société nationale des chemins de fer français.

La coïncidence est étrange, d'autant que certains détenteurs de capitaux américains, liés à des groupes privés français s'intéressent de très près à nos affaires de transports. Ne parle-t-on pas, en effet, de propositions concrètes faites tant à la présidence du Conseil qu'au ministre des Travaux publics et concernant des prises de participations dans des affaires de ce genre ?

De telles opérations entraînent d'ailleurs en plein dans la logique du plan Marshall. Paul Reynaud, qui se trouvait aux Etats-Unis en même temps que Pineau, nous en a prévenu, lorsque dans la nuit du 27 au 28 avril 1949, il déclarait à New-York devant la Chambre de Commerce Internationale : « Le plan Marshall prenant fin le 30 juin 1952, il faut prendre des dispositions pour relayer le contribuable américain par le businessman américain. Cela est possible par le moyen d'investissements privés en Europe et dans son prolongement africain. »

Mais le businessman américain, tout comme son confrère européen, n'investit pas son argent n'importe où ni n'importe comment. Il cherche à le placer là où les profits sont les plus élevés

(Suite page 6.)

AMERICANA

par **Pierre COURTADE**

NEW-YORK, le 13 mai. — La conclusion de l'accord sur Berlin a eu pour conséquence de faire baisser (dans une certaine mesure) le ton de la propagande antirouge. On a même vu dans les journaux une photo de Malik serrant la main de Jessup et les Russes, ces derniers temps, ont mangé un peu moins de petits enfants.

Mais, naturellement, la campagne anticomuniste à usage interne continue. Chaque jour un mystérieux « M. X... », le nez chaussé de lunettes noires et vêtu d'un imperméable mastic, témoigne, « au péril de sa vie », qu'il peut donner la liste complète des espions soviétiques ou l'on trouvera des professeurs d'université, des délégués de l'O.N.U. et des ecclésiastiques. Kravchenko, inquiet d'être dépassé, vient de débarquer en expliquant qu'il avait dans la poche un revolver de fort calibre. La presse demande timidement s'il s'est entendu à ce sujet avec la police fédérale. Cette réserve discrète à l'égard de ce matamore est considérée, dans les milieux informés, comme un signe de détente.

Certains vont plus loin encore et l'académie de Be Bop, au coin de Broadway et de la 48^e rue n'hésite pas à présenter son programme sous la signe de la « musique progressiste ». A noter que l'on ne danse pas dans cette académie et qu'il n'y a aucun signe de cette transformation du Be Bop en payante que Roger Vailland avait cru discerner aux bords de Robinson. Faut-il considérer comme un signe de détente que l'American Legion, elle-même, ait engagé la lutte contre le racisme ? Elle a fait apposer dans les métros de New-

York une affiche, où l'on voit trois bébés côte à côte. Tous sont nés américains, dit la légende, ne les infectez pas avec les préjugés raciaux et religieux. Fort bien, mais pourquoi aucun de ces enfants n'est-il noir ? Simple oubli m'a-t-on déclaré. Quelqu'un d'autre a trouvé une explication plus ingénieuse. Un de ces bébés roses est noir, car les bébés noirs naissent blancs et ne se pigmentent que quelques jours plus tard. Mais pourquoi, diable, avoir photogra-

phié le bébé noir quand il était blanc ? L'hypocrisie coule à pleins bords, on dénonce le régime « clerical et réactionnaire » de Franco et l'on manœuvre pour lui donner une place à l'O.N.U. Le cardinal Spellmann part en guerre contre la philosophie matérialiste de l'U.R.S.S. responsable, à son avis de tous les maux du racisme et de l'antisémitisme. Au nom de la morale, le juge

(Suite page 6.)



ILS SONT TOUS NÉS AMÉRICAINS.

Chez Ibn Séoud, le bourreau tranche les poignets avec un couteau aseptique

Mais le général Juin ne veut pas que les Marocains le sachent

Les Français qui débarquent au Maroc éprouvent un petit mouvement de surprise en ouvrant certains journaux : de larges taches blanches y marquent le passage d'Anastase. La censure, supprimée en France depuis longtemps, sévit toujours là-bas, où elle fut organisée par le général Nogues. Et il n'est pas question de la supprimer. Ce serait plutôt le contraire.

Le « Contrôle de l'Information » — c'est ainsi que s'appelle la censure — a reçu du général Juin des directives précises sur l'objet de sa mission. C'est ainsi que doivent être impitoyablement caviardées les nouvelles « pouvant nuire aux relations amicales entre peuples ou entre Etats ». (Inutile de préciser par écrit qu'il ne s'agit pas de l'importer quels peuples ou Etats ; les censeurs sont assez fins pour le saisir.)

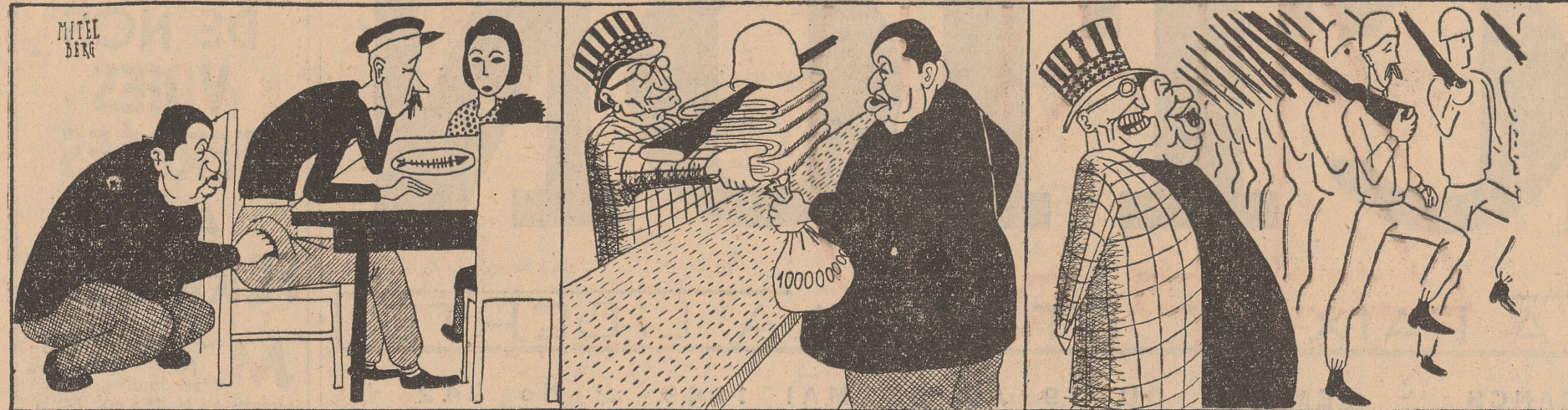
C'est en vertu de cette disposition qu'un journal marocain a été empêché de reproduire une information, pourtant publiée dans la presse mondiale, sur les sanctions pénales en usage dans les chantiers américains de l'ARAMCO, en Arabie saoudite, où l'on trouve toujours des condamnés comme au bon vieux temps. Il ne faut pas toucher aux coutumes locales, surtout quand elles peuvent être utiles pour faire régner la discipline autour des puits de pétrole.

Mais on n'est pas des sauvages. Aussi les autorités américaines veillent-elles à ce que le couteau du bourreau soit rigoureusement aseptisé, et la victime est hospitalisée après le supplice.

Le général Juin craint-il que les Marocains n'apprécient pas à leur juste valeur ces témoignages de la civilisation atlantique ?

Le Pacte Atlantique expliqué en trois leçons

LES AGITES DU QUAI



Rentrée au Palais-Bourbon

Les remaniages

UN petit jeu — inoffensif, sinon toujours très innocent — a occupé, où il n'y a pas, bien sûr, mais les couloirs du Palais-Bourbon et certains... vestiaires, au cours des dernières vacances parlementaires : le jeu des remaniements.

En fait, rien ne laissait et rien ne laisse prévoir que M. Queuille songe sérieusement à se défaire spontanément de certains de ses collaborateurs ou à s'en adjoindre d'autres.

Le gouvernement actuel est un assemblage précaire, mais dont précieusement on ne peut ni changer ni supprimer un morceau sans que l'ensemble s'écroule.

C'est, dit récemment un député M.R.P., qui, sur ce point au moins, ne se fait pas d'illusions, comme la fameuse parabole des aveugles, où l'on se tient les coudes non pour voir, mais pour ne pas tomber.

Et ce secrétaire ou sous-secrétaire d'Etat (on ne sait plus très bien) de préciser sans la moindre once du plus microscopique humour : — Ajouter ou changer quelques ministres ? Vous croyez donc que ça changera quelque chose ? Au fond, non, on ne croit pas...

Closed

EH bien, tout de même, il faut croire que certains d'ont pas entièrement perdu tout espoir de s'intégrer ou de se désintégrer dans la fameuse — si l'on peut dire — combinaison.

Et c'est ainsi qu'on vit — lui que, depuis un bout de temps, l'on ne voyait plus — M. Mendès-France, tout plans et programmes dehors, hanter tant que ça peut les couloirs de l'Assemblée. On vit aussi M. Jacquinot, ou

Pas touche

Plus exactement certains de ses émissaires, savamment égaillés aux bons endroits, multipliant des allusions qui fissent la joie des connaisseurs.

Mais, le trouve-t-on mariant, dit-il finement M. Daniel Mayer, Car entre nous, le gouvernement, vous savez, c'est très fermé.

Pas touche. C'est justement M. Daniel Mayer serait comme qui dirait un acharné du statu quo.

On ne sait trop pourquoi, un certain M. Ségelle, dont la gloire, jusqu'à présent, a guère franchi les limites de l'univers S.F.L.O., s'était énergiquement porté candidat à un vague sous-secrétariat au Travail ou à la Sécurité sociale.

De l'esprit de corps, il en a. M. Daniel Mayer, et le parti, c'est le parti. Mais tout de même...

— Si vous me collez Ségelle, qu'est-ce que je deviens, moi, comme ministre du Travail ? Je n'ai déjà rien à lui.

Et ce sera donc pour rengainer pour cette fois ses ambitions, et attendre que le ministre du Travail lui ait... et se soit trouvé du Travail.

Entente cordiale

UN qui s'est fait accueillir plutôt fraîchement, au dernier conseil des ministres, c'est M. Coste-Floret.

Lequel, pourtant, revenait tout gaillard d'une tournée fort « himportante » en Afrique.

Ah ! qui, ça avait été un beau voyage, un voyage d'étude au cours duquel M. Coste-Floret avait eu

Un démenti

LA déclaration qu'a faite samedi dernier à Cherbourg M. Georges Bidault, déclaration que, dimanche matin, il n'avait officiellement plus faite, a failli flaqueur la jaunie à M. Maurice Schumann.

« Nous sommes prêts à nous unir autour d'un nom prestigieux du général de Gaulle, même dans l'oubli de certaines choses désagréables qui nous ont été dites », avait-il dit dans un beau moment de lyrisme l'ancien ministre des Affaires étrangères.

L'agence France-Presse s'empresse de répandre généralement cette sensationnelle profession de foi. Quelques heures plus tard, coup de téléphone fébrile de M. Maurice Schumann : « Démontez ! Et donnez le texte suivant : Le M.R.P. communique...

— Mais, monsieur le président, le M.R.P., c'est très fort, mais M. Bidault ?

Restera à déterminer la date de l'opération. M. Bidault est partisan d'une offensive d'automne. A. Colombe, le général veut que les idées de juillet soit fatales au petit peu Queuille.

Quelle que soit la date choisie, il y aura au moins un mécontent parmi les colombophiles : c'est l'honorable M. Palewski, qui rêve depuis trois ans de devenir ministre

(sic) les travaux forcés à perpétuité, a déclaré après le verdict un des jurés, il aurait réussi, une fois de plus, à passer du côté des gardiens du bagne... et à torturer encore les détenus.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

Le gâcheur

AU reste, en prononçant — car il l'avait effectivement prononcée — la fameuse phrase, le « cher petit homme » n'était pas contrairement à ce que tenaient d'insinuer les mauvaises langues, sous le coup d'un banquet trop généreux.

Pas du tout. Il avait même sa petite idée en l'occurrence : il s'agissait rien moins que de faire pression sur les petits associés S.F.L.O.

Pour ainsi dire leur faire comprendre qu'après tout la Troisième Force n'est pas le dernier salon où l'on ne discute pas, et que, le cas échéant, le M.R.P. pourrait bien aller planter sa Troisième Force ailleurs.

Un moyen comme un autre, notamment, d'amener les socialistes à voter certaine amnistie fiscale, chère aux amis de M. Schumann.

Et M. Schumann n'avait pas compris !

— Celui-là, déclarait un jeune député M.R.P., qui aspire toujours à la mûre, à l'entreprendre des son retour d'Amérique.

Les deux compères peuvent entraîner dans leur sillage suffisamment de députés pour que la majorité soit flanquée par terre, et M. Queuille avec.

Restera à déterminer la date de l'opération. M. Bidault est partisan d'une offensive d'automne. A. Colombe, le général veut que les idées de juillet soit fatales au petit peu Queuille.

Quelle que soit la date choisie, il y aura au moins un mécontent parmi les colombophiles : c'est l'honorable M. Palewski, qui rêve depuis trois ans de devenir ministre

(sic) les travaux forcés à perpétuité, a déclaré après le verdict un des jurés, il aurait réussi, une fois de plus, à passer du côté des gardiens du bagne... et à torturer encore les détenus.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

— Eh bien, mettez : M. Bidault communique... Suivait un texte qui disait à peu près le contraire de ce qu'avait dit ledit M. Bidault.

Perspectives

EXPLICATION d'un ami de M. Robert Schuman, devant un ami de M. Georges Bidault, qui mène une complexe campagne contre pour... ou pour contre...

« Ces hommes écartés des responsabilités si lourdes du pouvoir (sic) ne se rendent plus compte de ce que nous risquons dans ces négociations de Paris. Si les Américains et les Russes trouvent un terrain d'entente, se sera sur notre dos, par suite de la folle politique inaugurée par M. Georges Bidault (resic). Si rien ne s'arrange les perspectives sont aussi sombres pour nous. Et si tout s'arrange, quel triomphe pour les Soviétiques... »

Le colonel Passy, l'autre jour, a eu avec son chef, un entretien plutôt long. On ne sait pas ce qu'il se son dit. Mais en sortant, l'ancien chef du B.C.R.A. clamait à tous les échos : — De Gaulle est devenu fou ! Il n'y a plus rien à faire avec un fou ! Tandis que Palewski, précipitamment le poussa vers la porte. Si jamais le patron avait entendu...

Dans les astres

M. JULES MOCH, chacun sait ça, est une forte tête, côté mathématiques.

Ca lui permet d'arranger en un tourmain les statistiques électoraux.

Mais depuis quelque temps, la passion des calculs compliqués l'a conduit à l'étude de l'astrologie. Et il prend la chose tellement au sérieux, qu'il s'est adjoint, place Beauvau, le concours d'un spécialiste.

M. Wybon, à qui M. Moch a longuement expliqué la chose, s'est laissé gagner à son tour. Si bien qu'on n'entreprend plus, à la Sécurité du territoire, une opération de quelque importance, sans avoir au préalable demandé discrètement un horoscope.

C'est comme on vous le dit.

CEUX QUI VOIENT LOIN

Pour avoir déversé un peu trop d'inspiration dans les micros de la collaboration, l'ex-journaliste sportif Jean Antoine s'était vu interdire, à la Libération, tout droit d'exercer désormais ses petits talents charismes à la Radio-diffusion française.

Il avait notamment, pendant l'occupation été chargé, en tant que directeur des émissions à Radio Monte-Carlo, de chanter, sur les modes les plus divers, et les plus effluents, les mérites d'un nazisme et d'un darwinisme bien compris.

Or, Jean Antoine revient. Et pas par la petite porte. Mais de par la volonté et la grâce — assure-t-on — de M. Mitterrand, ministre chargé de l'Information (pas judiciaire).

Car M. Mitterrand, ministre sensible au progrès, et qui s'intéresse vivement à la télévision, envisageait de créer une société de films télévisuels destinés à fournir les futurs programmes réservés aux chers-spectateurs. L'un des directeurs de cette société serait tout simplement Jean Antoine, un spécialiste, dit-on, de grand avenir.

Télévision... M. Mitterrand voit décidément loin, très loin, mais... pas en arrière.

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

La liberté et ses plumes

LES fossoyeurs new-yorkais s'étant mis récemment en grève, le cardinal Spellmann, au nom de l'immortalité, est intervenu contre eux.

Le New-York Herald Tribune (édition de Paris) a consacré, comme c'était normal, un article à la question, avec quelques lignes de mise en boîte (chacun son tour) anodines à l'égard du cardinal.

Ca n'a pas traîné : les « autorités » ont immédiatement télégraphié au journal pour exiger la mise à la porte du directeur.

C'est tout... Non, pas tout à fait : l'attaché de presse à l'ambassade des U.S.A. a téléphoné à plusieurs reprises au New-York Herald Tribune pour se plaindre de ce qu'on n'y faisait pas assez de publicité à ce que le R.D. a appelé son « congrès ».

Cette fois, c'est tout.

« Pas de concessions »



— C'est nous qu'on vient pour négocier !

CEUX QUI VOIENT LOIN

Pour avoir déversé un peu trop d'inspiration dans les micros de la collaboration, l'ex-journaliste sportif Jean Antoine s'était vu interdire, à la Libération, tout droit d'exercer désormais ses petits talents charismes à la Radio-diffusion française.

Il avait notamment, pendant l'occupation été chargé, en tant que directeur des émissions à Radio Monte-Carlo, de chanter, sur les modes les plus divers, et les plus effluents, les mérites d'un nazisme et d'un darwinisme bien compris.

Or, Jean Antoine revient. Et pas par la petite porte. Mais de par la volonté et la grâce — assure-t-on — de M. Mitterrand, ministre chargé de l'Information (pas judiciaire).

Car M. Mitterrand, ministre sensible au progrès, et qui s'intéresse vivement à la télévision, envisageait de créer une société de films télévisuels destinés à fournir les futurs programmes réservés aux chers-spectateurs. L'un des directeurs de cette société serait tout simplement Jean Antoine, un spécialiste, dit-on, de grand avenir.

Télévision... M. Mitterrand voit décidément loin, très loin, mais... pas en arrière.

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

LES AGITES DU QUAI

« Inconnu ». Le destinataire était demeuré introuvable malgré les patientes recherches de la poste américaine. L'enveloppe, que nous a adressée M. Gros en fait foi.

De là à penser que ce bouillant G. Truxton Ringe, de Redondo Beach, est né dans l'esprit fécond d'un rédacteur du magazine Time ; que le rédacteur on question avait reçu la directive d'exciter ses lecteurs à la guerre en employant tous les procédés ; et que Time n'est en fin de compte qu'un journal de farceurs, il n'y a qu'un pas...

De quoi on semelle...

POUR la fête de Jeanne d'Arc et l'anniversaire de la Victoire, Paris avait pavé.

Parfois avec enthousiasme. Parfois chichement.

Sur les boulevards, où cette manifestation de patriotisme semble curieusement réservée aux seules maisons de commerce, l'hommage aux vainqueurs de la guerre est atlantiquement conditionné : il n'y a que trois sortes de drapeaux. Vous savez lesquels.

Mais une maison se singularise dans ses conceptions politico-commerciales : c'est celle du marchand de chaussures P., boulevard des Capucines. Les trois drapeaux ne sont plus que deux : l'anglais et le français.

Il est vrai que « l'affaire Jeanne d'Arc » est exclusivement franco-anglaise. Et si, à l'époque, il n'y avait pas eu d'armée britannique, Jeanne d'Arc, peuh ! qui aurait parlé d'elle ?

L'or vert

M. LADOS était ministre de l'ancien gouvernement polonais à Berne, entre 1942 et 1943. Il y a six mois, l'ancien diplomate était arrêté à la frontière franco-suisse avec 200.000 piastres d'or dans une... valise diplomatique.

L'Association d'Employés d'Etat Polonais estime que M. Lados, qui utilisait un passeport diplomatique (valable par qui ?), avait jeté le discrédit sur les diplomates de son pays, voulait se porter partie civile. Est-il vrai, comme on l'assure, que les autorités françaises ont refusé d'admettre cette plainte ?

Toujours est-il que M. Lados, incarcéré, n'est pas jugé et qu'aucune date n'a été fixée pour son procès. Pour sa défense, l'ex-diplomate prétend que l'argent était destiné à la Croix Rouge polonaise qui, de son côté, affirme tout ignorer de l'affaire et vouloir, elle aussi, porter plainte... et pour cause, Lados était homme de confiance de Mikolajczyk et un des adversaires acharnés de la Pologne nouvelle et de sa Croix Rouge.

Tout se passe, en somme, comme si l'on voulait éviter l'affaire pour que la lumière ne soit pas faite sur les louches combinaisons des agents de l'Internationale Verte.

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

LES AGITES DU QUAI

« Inconnu ». Le destinataire était demeuré introuvable malgré les patientes recherches de la poste américaine. L'enveloppe, que nous a adressée M. Gros en fait foi.

De là à penser que ce bouillant G. Truxton Ringe, de Redondo Beach, est né dans l'esprit fécond d'un rédacteur du magazine Time ; que le rédacteur on question avait reçu la directive d'exciter ses lecteurs à la guerre en employant tous les procédés ; et que Time n'est en fin de compte qu'un journal de farceurs, il n'y a qu'un pas...

De quoi on semelle...

POUR la fête de Jeanne d'Arc et l'anniversaire de la Victoire, Paris avait pavé.

Parfois avec enthousiasme. Parfois chichement.

Sur les boulevards, où cette manifestation de patriotisme semble curieusement réservée aux seules maisons de commerce, l'hommage aux vainqueurs de la guerre est atlantiquement conditionné : il n'y a que trois sortes de drapeaux. Vous savez lesquels.

Mais une maison se singularise dans ses conceptions politico-commerciales : c'est celle du marchand de chaussures P., boulevard des Capucines. Les trois drapeaux ne sont plus que deux : l'anglais et le français.

Il est vrai que « l'affaire Jeanne d'Arc » est exclusivement franco-anglaise. Et si, à l'époque, il n'y avait pas eu d'armée britannique, Jeanne d'Arc, peuh ! qui aurait parlé d'elle ?

L'or vert

M. LADOS était ministre de l'ancien gouvernement polonais à Berne, entre 1942 et 1943. Il y a six mois, l'ancien diplomate était arrêté à la frontière franco-suisse avec 200.000 piastres d'or dans une... valise diplomatique.

L'Association d'Employés d'Etat Polonais estime que M. Lados, qui utilisait un passeport diplomatique (valable par qui ?), avait jeté le discrédit sur les diplomates de son pays, voulait se porter partie civile. Est-il vrai, comme on l'assure, que les autorités françaises ont refusé d'admettre cette plainte ?

Toujours est-il que M. Lados, incarcéré, n'est pas jugé et qu'aucune date n'a été fixée pour son procès. Pour sa défense, l'ex-diplomate prétend que l'argent était destiné à la Croix Rouge polonaise qui, de son côté, affirme tout ignorer de l'affaire et vouloir, elle aussi, porter plainte... et pour cause, Lados était homme de confiance de Mikolajczyk et un des adversaires acharnés de la Pologne nouvelle et de sa Croix Rouge.

Tout se passe, en somme, comme si l'on voulait éviter l'affaire pour que la lumière ne soit pas faite sur les louches combinaisons des agents de l'Internationale Verte.

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

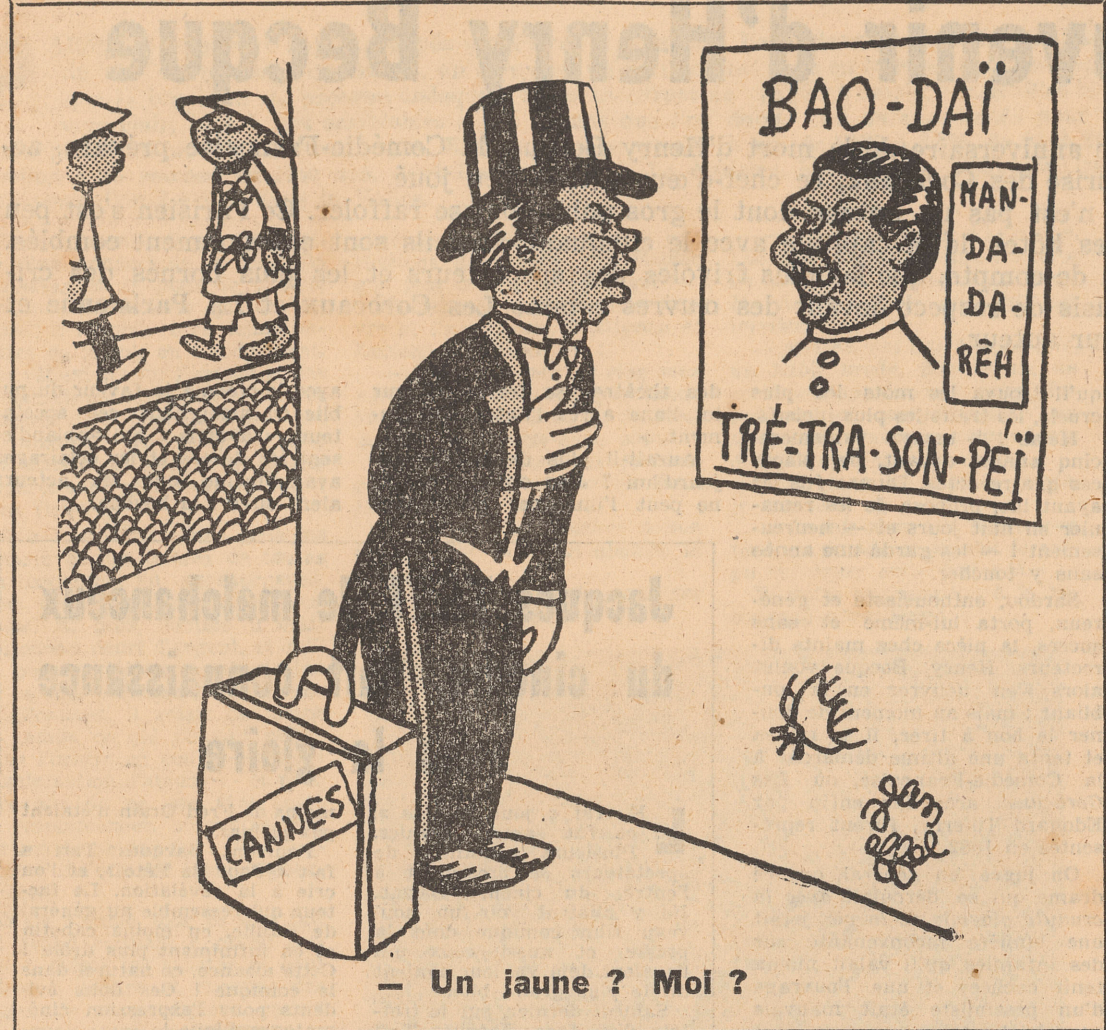
— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

— C'était le bon temps !

Dans Saïgon encerclée, insécurité fiévreuse et prospérité factice

par Claudine CHONEZ, retour du Viet-Nam



— Un jaune ? Moi ?

Une colonie d'exploitation dont les Français ne profitent pas

Pour la France, les pays dont l'ensemble forme l'Union Indochinoise, n'ont jamais constitué de territoires de peuplement : en face des 20 millions d'habitants du Viet-Nam (Tonkin, Annam et Cochinchine) et des 4 autres millions d'habitants du Cambodge et du Laos, on ne compte que 40.000 Français. Ces Français, pour la plupart, ne se fixent pas dans le pays, sauf de très rares exceptions. Le plus grand nombre, après un séjour plus ou moins prolongé, regagne la métropole. Mais si elle n'est pas un territoire de peuplement, l'Indochine est restée ce que les manuels d'histoire appellent « une colonie d'exploitation ». Une exploitation d'ailleurs dont seules bénéficient au premier chef la Banque d'Indochine et les grosses sociétés coloniales. De 1934 à 1944, le bénéfice net de la Banque d'Indochine a dépassé 550 millions, soit la moitié environ de la moyenne annuelle des exportations de la colonie. Les Charbonnages du Tonkin,

qui sont une filiale de la Banque d'Indochine, ont réalisé de 1934 à 1944, 500 millions de bénéfices bruts, plus 160 millions de réserves. En 1939, la Société colonnière du Tonkin s'est adjugé 52 millions 44.000 francs de bénéfices. Chaque administrateur a touché un tantum de 1.250.000 francs. Le salaire annuel de chaque travailleur employé par la société ne s'élevait qu'à 750 francs.

En 1936, il résulte d'une enquête par le ministère des Colonies, que le produit de la vente du riz exporté de Saïgon se distribuait ainsi : 33,6 % aux intermédiaires, 14 % au fisc, 5 % aux usiniers et 29 % seulement aux producteurs. Dans ces conditions, le producteur vietnamien ne touchait donc que 13 francs pour un quintal de riz, sur lequel les maisons françaises s'octroyaient 28 francs 80.

Le peuple français, dans son ensemble, ne bénéficie d'ailleurs en aucune manière de cette

« exploitation » de l'Indochine par les sociétés privées.

Ainsi, avant guerre, les besoins en caoutchouc de l'industrie française étaient estimés à 80.000 tonnes par an. Mais en 1938, par exemple, la France ne reçut que 17.000 tonnes de caoutchouc d'Indochine, soit 30 % du total des exportations de caoutchouc de ce territoire.

Depuis juillet 1945, un accord signé sur ordre des Américains, fait du Japon un client prioritaire pour l'antracite tonkinois.

L'étain indochinois n'est pas exporté vers la France, mais sur tout sur des biens de consommation des besoins français, les sociétés concessionnaires ont adopté cette solution, l'estimant plus rémunératrice pour elles. Quant aux Etats-Unis, ils sont devenus un gros fournisseur de l'Indochine. Ils lui livrent maintenant 194 % de ses importations (37 % avant guerre). Ils sont également devenus un de ses gros clients, le second en 1946, par l'achat d'importants stocks de caoutchouc.

Exploiter ne veut pas dire équiper

La France remplit en Indochine une mission civilisatrice, disent les colonialistes, pour se faire pardonner le reste. Voici quelques précisions sur l'œuvre accomplie.

Chemins de fer. — 2.569 kilomètres de voies ferrées en 86 ans d'occupation. Soit à peine 29 kilomètres par an.

Au Tonkin, où est localisée la production charbonnière, l'exploitation est assurée avec des moyens archaïques. Le professeur Ch. Robequain indique dans son livre sur « l'évolution économique de l'Indochine » que « le tonnage abattu mécaniquement ne représentait encore en 1937 que 6 % de l'ensemble de la production ».

L'exploitation du charbon a lieu principalement à ciel ouvert. On cite le cas d'un gisement d'antracite aux environs de Hué dont une société capitaliste a abandonné l'exploitation après épuisement des couches de surface ; la poursuite de l'extrac-

tion dans les veines souterraines exigeant la mise en œuvre d'un outillage plus sérieux. Pour une production moyenne annuelle d'environ 2 millions de tonnes entre 1930 et 1939, la consommation locale n'atteignait au cours de la même période que la moyenne de 525.000 tonnes. Le reste de la production était exporté pour plus de moitié vers le Japon.

Les phosphates utilisés comme engrais pour les rizères, les phosphates ont toujours été produits en quantités insuffisantes pour les besoins du Viet-Nam. En moyenne 15.000 tonnes par an entre 1930 et 1939.

De ce fait, entre 1937 et 1939, l'Indochine importait en moyenne chaque année 12.000 tonnes d'engrais phosphatés ou de phosphates naturels. Cependant il existe au Tonkin un gisement considérable de phosphate naturel évalué à 100 millions de tonnes. Son exploitation n'a été commencée qu'en

1929, la crise qui prend naissance aux U.S.A. atténuait les plantations en pleine période d'extension et les places dans une situation financière critique. Elles se tournent alors vers le gouvernement français et obtiennent, sous deux formes, la forme d'avances et d'une taxe à l'importation, une aide substantielle. Les contribuables indochinois et les consommateurs français avaient sauvé les plantations de la faillite. Malgré cette aide, l'industrie métropolitaine ne fut pas assurée d'un approvisionnement régulier en caoutchouc indochinois. Ainsi, en 1940, sur une pro-

duction totale de 64.525 tonnes de caoutchouc indochinois, la France ne reçut que 19.972 tonnes, alors que 34.462 tonnes étaient expédiées aux Etats-Unis.

Et avec un cynisme révoltant, les dirigeants des plantations définissent ainsi leur conception de l'intérêt français :

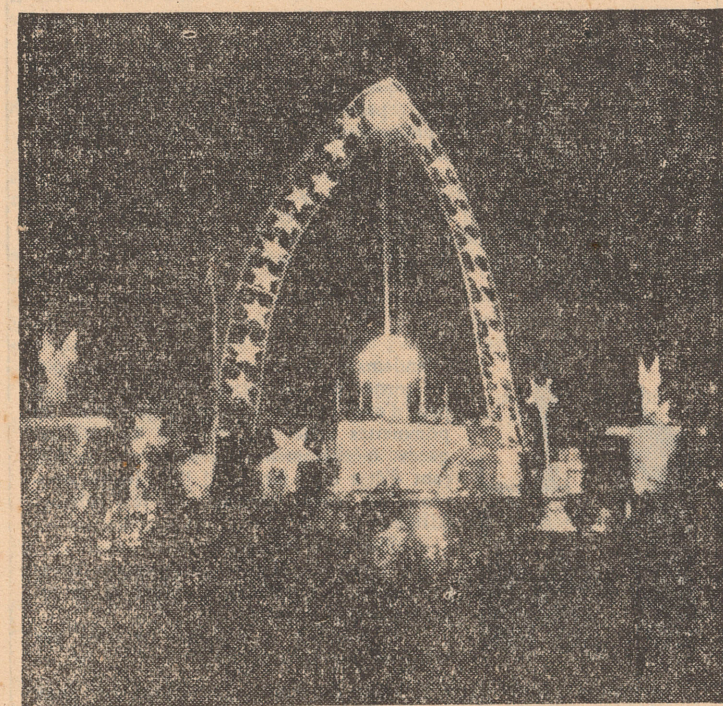
« Les planteurs revendiquent la liberté de placer leur production au mieux des circonstances sur les marchés internationaux pour en tirer le meilleur profit. L'industrie française n'a de son côté laissé libre de s'approvisionner sur les mêmes marchés. »

(Rapport général de la sous-commission d'Indochine du Commissariat général du Plan. Edition originale, page 70.)

Quant au travailleur vietnamien des plantations, il est toujours, comme par le passé, considéré comme un instrument uniquement chargé d'enrichir ses maîtres, ainsi qu'en témoigne cet extrait du « Journal des Finances » du 1^{er} avril 1949 :

« L'ensemble des plantations indochinoises ont (en 1948) un exercice favorable parce que la hausse des salaires, si suivie que de loin les prix de vente. »

LA MESSE DE MINUIT DANS LE MAQUIS



Il y a beaucoup de catholiques dans l'armée de Ho Chi Minh. Ci-dessus : la messe de minuit célébrée dans une localité proche de Saïgon, mais contrôlée par l'armée vietnamienne.

Prospérité factice

Les petits colons, les riziculteurs, qui n'ont pas assez d'hectares pour être protégés par un poste militaire, ont dû abandonner leurs terres et se réfugier à la ville (ils ne contribuent pas à la ville et la surpopulation qui met à prix d'or, dans Saïgon, la moindre chambre). Ils mangent discrètement leurs économies, et de cela non plus personne ne parle. L'ensemble de la ville est riche. Les affaires paraissent florissantes, l'argent se dépense à peine portefeuilles, les dollars passent de main en main, le champagne, coule, les gangs bien connus de la police trafiquent ferme dans les bars, dont les caissières éclatent de prospérité.

Pénétration anglo-américaine

Est-ce le mot de la fin ? Ce qui est contraire, c'est que l'Agence Economique et Financière pouvait écrire il y a trois ans : « La reconnaissance de la République de Cochinchine dégage largement l'avenir des sociétés de plantations de caoutchouc », et Le Capital, il y a encore quelques mois, à propos des valeurs indochinoises : « Les possibilités de rémunération demeurent élevées ». Ce qui est certain, c'est que l'activité des transports maritimes ou des Charbonnages du Tonkin s'est accrue cette année de 50 %.

L'unité des trois ky, la pseudo-indépendance du gouvernement vietnamien, changeront-elles quelque chose à cela ? Point de sifflot, faute de capitaux. Pour le moment, au contraire, voici que la puissance anglo-américaine double la française. Tout le monde peut voir à dix kilomètres de Saïgon les installations du pool Standard Oil, Shell et Caltex, reconstruites et agrandies jusqu'au double.

façon bien spectaculaire, et l'ordre bien établi. Malheureusement, nous sommes dans une maison de fous ; aussi je ne m'occupe plus que de mon intérêt. La communauté pour être protégée par un poste militaire, ont dû abandonner leurs terres et se réfugier à la ville (ils ne contribuent pas à la ville et la surpopulation qui met à prix d'or, dans Saïgon, la moindre chambre). Ils mangent discrètement leurs économies, et de cela non plus personne ne parle. L'ensemble de la ville est riche. Les affaires paraissent florissantes, l'argent se dépense à peine portefeuilles, les dollars passent de main en main, le champagne, coule, les gangs bien connus de la police trafiquent ferme dans les bars, dont les caissières éclatent de prospérité.

« Justice » et tour de poitrine...

« L'élégante jeune femme en pantalon de soie blanche polissait ses ongles. Il me semblait assister à une scène de juillet 44 entre quelque belle collaboratrice et un occupant de marque. »

— Jadis, bien sûr, continuait le forestier, le coolie recevait de temps en temps un coup de pied au cul. Mais quel il se bornait là, et il vous en aimait davantage. (Je me souviens d'un propos semblable, et de la même innocence satisfait devant l'avis de la légionnaire y ajoutant le pilage... Je vous le dis, tout est foutu. On rembarbe ! Je rentre en France. »

Il a de nobles sursauts, le colonialisme. On lit avec stupéfaction dans un journal S.F.P.O. d'Indochine (21 octobre 1945) : « Vous voulez chasser le Français ? Alors rendez les 100 centimètres de taille et les dix centimètres de tour de poitrine que vous avez gagnés sur la stature de vos grands-pères. Car si vous êtes aujourd'hui un peu moins malin, c'est à vos « maîtres français » que vous le devez. »

Mais les 10.000 cadavres du bombardement d'Haiphong, ordonné par un moine français à la suite d'une douteuse affaire de taxe douanière, le 23 novembre 1946, devront-ils aussi remonter pour leur tour de poitrine ? Le délabré « massacre d'Haï », non point exécuté, mais presque factuellement préparé par l'affaire

d'Haiphong, n'a fait que quelques centaines de victimes françaises. Il est vrai que la vie humaine pousse un peu trop en Extrême-Orient ; on ne saurait comparer...

D'autres s'expriment avec moins de noblesse, mais plus de réalisme. Ainsi, le quotidien l'Union Française, après les accords du 8 mars avec Bao Dai : « La contre-partie promise à la France pour ses concessions politiques et administratives est très exactement égale à zéro. Nous faisons là, un marché de dupes... »

Il y a pourtant des consolations. Et M. William Bullitt, ambassadeur des Etats-Unis à Saïgon, a dit récemment à l'égard du Viet-Nam pour avoir constaté que seuls les Français ont droit d'acheter ravitaillement ou tissus aux bas prix officiels, en sorte que selon le Bulletin d'Information Economique du Haut-Commissariat (septembre 1947), l'Indochine du point de vue par rapport à 1939, qui est de 15 pour les Français, est de 23 pour les travailleurs vietnamiens ?

Histoires de vocabulaire

Les distinctions de vocabulaire sont l'expression naturelle des dissensions politiques. A Saïgon, la pensée commune des Français ne va pas toujours au delà des termes couramment admis. Une fois pour toutes, si les nôtres sont de vaillants soldats, ceux d'en face sont des salopards. Nous faisons des prisonniers de guerre ; mais eux, des otages. Notre activité guerrière s'appelle pacification, et la leur banditisme. Une région par nous « délivrée » devient pour eux zone occupée ; et leur zone libre est pour nous « à pacifier ». Comme même aux yeux des Vietnamiens dits « loyaux », ceux d'Ho Chi Minh demeurent des patriotes et des résistants, le gouvernement du Sud Viet-Nam a dû demander instantanément que la presse française cesse de les traiter de rebelles et de pirates.

8 millions d'illettrés ont appris à lire ou à écrire ; dans certaines provinces, l'analphabétisme a été complètement liquidé.

Enfin, l'armée vietnamienne, avec le concours de la population civile, prépare actuellement la contre-offensive générale qui achèvera prochainement la libération du territoire.



Dans les écoles du gouvernement de Ho Chi Minh, de vieilles paysannes apprennent à lire.



Un convoi français vient d'être attaqué. Les voitures flambent. De jeunes soldats tombent. Il faut mettre fin à la « sale guerre » !

L'insécurité quotidienne

Les partisans enrôlés aux côtés des troupes françaises éprouvent fréquemment quelques troubles de conscience, ne sont pas sûrs. Ça vaut encore mieux que rien, ne dit l'administrateur qui me fait visiter un secteur proche de Saïgon. Ça vaut encore mieux que rien, nous avons besoin, parce nous les « viet » n'ignorons rien du trafic avec ceux d'en face du noyautage, des défections quotidiennes et du double jeu. Cela n'existe pour ainsi dire pas au maquis, c'est sa grande force. De notre côté, au contraire, la méfiance indispensable rend les troupes nerveuses et explique en grande partie leurs erreurs ou leur brutalité.

La jeep s'arrête au prochain village de partisans. Le principal notable — costume traditionnel et longue barbe — vient nous saluer avec toute la municipalité, nous offrir un pot de bière avec de grands « hai » (trévérence extrême-orientale accompagnée de protestations de respect).

Lui aussi trafique des deux côtés, je le sais, mais il ne peut pas mettre tout le monde en prison ! Par contre, cet autre que vous voyez nous est, je crois, fidèle, parce qu'il a été « viet » l'année dernière, c'est chose qu'il ne pardonnera pas. On paie chacun 350 piastres par mois (soit une valeur de 4.000 francs environ), vous voyez donc que si ce genre de recrues ne vaut pas grand-chose, coûte du moins pas cher. Tous les notables logent dans la

maison commune, sans quoi l'ennemi les embêterait pour s'en venger comme de traitres.

Le terrain qui entoure la mission catholique est cent de barbelés à piquants de bambous. Une mitrailleuse le garde, tout le jour. (On voit encore au mur de l'église les traces de la récente bagarre.)

Le guetteur à cinq cents mètres...

— Ici, on est vraiment encerclé : l'ennemi est à cinq cents mètres. Tenez, cette silhouette noire que je devine là-bas, à la lisière du bois, c'est sans doute un guetteur « viet ». Parfois, ils viennent en rampant, le soir, et lancent des V. mais rassurez-vous, jamais de jour devant la mitrailleuse. Six heures et demie. Dans la nuit, on s'élève le chant des grenouilles. Nous nous sommes mis en retard : la route « ferme » cesse d'être gardée à six heures ; elle est vide de tout véhicule. La jeep file bon train, mais sur le siège arrière, les deux partisans armés de mitraillettes sont aux aguets. Et l'administrateur sans cesse de fonder, de temps à autre, place son « 765 » dans son giron, et d'une main prestee défait le cran d'arrêt. « Je connais les mauvais coins », dit-il en souriant, à mi-distance des deux postes. »

Rien ne s'est levé ce soir-là, hors des fossés pleins d'ombre et des hautes herbes. La piste déjà rejoint la grande-route de Saïgon, et le royaume (précaire) de la sécurité.



Le gouvernement vietnamien a maintenant sa monnaie. Première photographie en France d'un billet de banque du maquis.

Ho Chi Minh déclare à ACTION :

(Suite de la première page.)

Question. — Le gouvernement vietnamien autorise-t-il les journalistes étrangers à visiter la zone qu'il contrôle ?

Réponse. — Les correspondants des journaux étrangers sont toujours les bienvenus parmi nous. Nous avons d'ailleurs déjà reçu la visite d'un certain nombre d'entre eux.

Question. — Pouvez-vous nous dire en deux mots quels sont les principaux objectifs que poursuit actuellement le gouvernement vietnamien ?

Réponse. — Mobiliser toutes les ressources matérielles et morales de l'armée et de la population pour : 1° Faire la paix par la victoire ; 2° Lutter contre la famine ; 3° Liquider l'analphabétisme.

Comme nous ne sommes qu'au début de notre tâche, les résultats obtenus sont, bien entendu parfois plus importants dans certains secteurs que dans d'autres.

L'autarcie économique est effective dans de nombreuses régions. En trois ans, plus de

8 millions d'illettrés ont appris à lire ou à écrire ; dans certaines provinces, l'analphabétisme a été complètement liquidé.

Enfin, l'armée vietnamienne, avec le concours de la population civile, prépare actuellement la contre-offensive générale qui achèvera prochainement la libération du territoire.

Le gouvernement vietnamien a maintenant sa monnaie. Première photographie en France d'un billet de banque du maquis.

UNE BELLE LÉGENDE DU SUD

par Pierre HERVÉ

QUICONQUE a eu, au moins une fois, les yeux éblouis et le cœur bouleversé par l'apre magie du Sud ne peut voir ce film sans revivre son émotion. Personne ne peut demeurer insensible à la splendeur des images et à la musique poignante qui les accompagne. Ce film n'aurait pas pu être fait sans sympathie. Il ne semble pas que le commentaire parlé de Jean Cocteau contribue à mettre en valeur ce qu'il y a de plus grand et de plus beau dans cette tragique histoire inspirée d'une vieille légende berbère.

D'abord, il bavarde trop et souvent à contre-temps, alors que l'occasion était belle de méditer sur le prix du silence.

Il appuie lourdement sur l'explication du symbolisme ; comme si ça ne se voyait pas !

Il souligne certaines phrases, à tel point qu'on se demande si le souci de Jean Cocteau n'est pas d'exprimer ses personnalités arrêta-pensées. Par exemple : « Le prince est retenu par l'éclatante » ou bien : « Même pendant les funérailles, le bouffon continue à faire son métier de bouffon ». Et après ?

Et puis, de temps en temps, voit-on la caméra se faire, elle aussi, bavard, pédagogue et — comment dirais-je ? — touriste. Au diable le pittoresque ! Le pittoresque n'est jamais humain.

Je m'ennuie d'ailleurs de voir les critiques emboîter le pas à Jean Cocteau dans l'assimilation qu'il fait de cette histoire à celle de Tristan et d'Iseult. Alors, pas moyen d'aller au Sahara sans prendre son manuel de littérature ?

Quand Swoboda, le metteur en scène, rendit visite à Jean Cocteau pour lui demander de commenter son film, celui-ci — à en croire *L'Ecran français* — lui répondit : « Votre film ? Mais je le connais déjà. Je l'ai vu tout



entier dans la cabine de l'opérateur, entre deux séances de montage du mien. Si j'aimerais en écrire le texte ? Mais bien sûr, voyons : Tristan et Iseult, n'est-ce pas un peu ma partie ?

L'éternel retour, en somme !

Et je t'enfourche l'abstraction de l'amour ! Jean Cocteau a, lui, péché par manque de sympathie au bureau de location et les qualités les plus durables d'une pièce sont précisément celles qui attirent le moins, car elles ne relèvent point de la mode.

Par la vérité des caractères, la profondeur, la puissance, le style, le mépris des conventions, le dépouillement du sujet, Henry Becque laisse, loin derrière lui, tous les auteurs à succès de la seconde moitié du siècle dernier. Il est à peu près le seul de son temps à continuer la lignée classique. Malgré cela et aussi à cause de cela, sa carrière n'aura été plus dure que la sienne, plus marquée de déboires.

Une pièce aimable et bien venue comme *L'Enfant prodigue*, qui marque ses débuts, des œuvres de qualité comme *La Navette*, et *Les Hommes Femmes*, furent bien accueillies au Vaudeville et au Gymnase, mais Becque est loin d'y réaliser sa véritable ambition.

Avant même d'écrire *La Navette*, en 1878, il avait terminé *Les Corbeaux*. De son propre aveu, si *Les Corbeaux* avaient été joués à leur heure, c'est-à-dire dès qu'ils furent achevés, il n'eût jamais écrit *La Navette*, pièce trop légère, à son gré.

Qu'il y ait, de ma part, erreur ou prétention, à écrit l'auteur des *Corbeaux*, c'est le sévère qui m'a toujours le plus tenté.

Il aspirait à mettre à la scène l'observation aiguë et vengeresse d'un conflit social, sans cesser de s'attacher à la vérité des caractères. « Il y a, chez moi, contre l'écrit, un révolutionnaire sentimental. Je n'ai jamais eu de goût pour les assassins, les hystériques, les alcooliques, pour les martyrs de l'hérédité, (allusion au théâtre à thèse), mais j'aime les innocents, les dépourvus, les accablés, ceux qui se débattaient contre la force et toutes les tyrannies. »

Les Corbeaux lui demandèrent une année de travail. C'est en se promenant, très tôt, le matin, aux Champs-Élysées déserts,

Charles Vildrac évoque pour vous le souvenir d'Henry Becque

Pour le cinquantième anniversaire de la mort d'Henry Becque, la Comédie-Française prépare, actuellement, une reprise des *Corbeaux*, ce chef-d'œuvre trop peu joué.

Henry Becque n'est pas un auteur dont le gros public puisse raffoler. Ce Parisien s'est peu soucié de séduire les hôtes de la capitale avec le clinquant dont ils sont constamment comblés. Mais il a bien fallu, en fin de compte, que les plus frivoles des spectateurs et les plus bornés des critiques soient au moins saisis de respect devant des œuvres comme *Les Corbeaux* et *La Parisienne* et cela du vivant même de leur auteur.

Malheureusement, ce n'est pas le respect qui pousse le public au bureau de location et les qualités les plus durables d'une pièce sont précisément celles qui attirent le moins, car elles ne relèvent point de la mode.

Par la vérité des caractères, la profondeur, la puissance, le style, le mépris des conventions, le dépouillement du sujet, Henry Becque laisse, loin derrière lui, tous les auteurs à succès de la seconde moitié du siècle dernier. Il est à peu près le seul de son temps à continuer la lignée classique. Malgré cela et aussi à cause de cela, sa carrière n'aura été plus dure que la sienne, plus marquée de déboires.

Une pièce aimable et bien venue comme *L'Enfant prodigue*, qui marque ses débuts, des œuvres de qualité comme *La Navette*, et *Les Hommes Femmes*, furent bien accueillies au Vaudeville et au Gymnase, mais Becque est loin d'y réaliser sa véritable ambition.

Avant même d'écrire *La Navette*, en 1878, il avait terminé *Les Corbeaux*. De son propre aveu, si *Les Corbeaux* avaient été joués à leur heure, c'est-à-dire dès qu'ils furent achevés, il n'eût jamais écrit *La Navette*, pièce trop légère, à son gré.

Qu'il y ait, de ma part, erreur ou prétention, à écrit l'auteur des *Corbeaux*, c'est le sévère qui m'a toujours le plus tenté.

Il aspirait à mettre à la scène l'observation aiguë et vengeresse d'un conflit social, sans cesser de s'attacher à la vérité des caractères. « Il y a, chez moi, contre l'écrit, un révolutionnaire sentimental. Je n'ai jamais eu de goût pour les assassins, les hystériques, les alcooliques, pour les martyrs de l'hérédité, (allusion au théâtre à thèse), mais j'aime les innocents, les dépourvus, les accablés, ceux qui se débattaient contre la force et toutes les tyrannies. »

Les Corbeaux lui demandèrent une année de travail. C'est en se promenant, très tôt, le matin, aux Champs-Élysées déserts,

qu'il trouva les mots les plus cruels, les traits les plus incisifs. Hélas ! il l'essaya vainement, cinq années durant, de placer ces quatre actes. Dumas fils les ayant lus, proposa de les remanier en huit jours et — heureusement ! — les garda une année sans y toucher.

Sardou, enthousiasmé et généreux, porta lui-même et sans succès, la pièce chez maints directeurs. Henry Becque voulut alors s'en délivrer en la publiant ; mais au moment de donner le bon à tirer, il se ravisa et tenta une ultime démarche à la Comédie-Française, où *Les Corbeaux*, accueillis enfin par Edouard Thierry, furent représentés en 1882.

On jugea, en général, que ce drame qui se déroulait avec la cruauté glaciale de la vie, jetait une lumière inconvénient sur des infamies qu'il valait mieux cacher et que l'ouvrage d'un pessimiste était mauvais pour la digestion.

C'est le théâtre d'Alceste, ironisait Louis Ganderax dans la *Revue des Deux Mondes* ; *Les Corbeaux* sont manifestement d'une probité révoltante et d'une sincérité scandaleuse.

Il y eut tout de même des enthousiastes et l'on peut dire que *Les Corbeaux* remportèrent un succès d'estime qui mit à sa place un puissant dramaturge, un grand écrivain et un moraliste courageux. Trois ans plus tard, les représentations de *La Parisienne*, à la Renaissance, consacrèrent la réputation d'Henry Becque. Ceux qui l'avaient classés dans l'école réaliste, après *Les Corbeaux*, convinrent qu'il était un pur classique. Ce fut un concert de louanges, mais *La Parisienne* devait rester longtemps enfouie sous les lauriers.

On ne la reprit pas, de longtemps ; et l'Odeon ne reprit *Les Corbeaux* qu'en 1897, deux ans avant la mort de leur auteur.

Le jour où, pour tout le monde, Henry Becque fut un maître, constate Octave Mirbeau, il se trouva que les portes

des théâtres se fermèrent sur lui l'une après l'autre, brutalement.

Aurait-il plus de chance aujourd'hui ? J'en doute fort. On ne peut l'imaginer partageant avec le cinéma la faveur du public ou atteignant ces spectateurs « avertis » qui applaudissent les décors et les éclairages avant même que les acteurs aient ouvert la bouche.

Jacques TATI, le malchanceux du cinéma, fait connaissance avec la gloire

Le vrai « jour de fête », ce fut samedi dernier. Plusieurs centaines de spectateurs se pressaient à l'entrée du cinéma Balzac. Ils y allaient voir un nouveau film comique dont la presse, et aussi ceux qui l'avaient déjà vu, leur avaient dit le plus grand bien.

Samedi dernier, sur le trottoir d'en face, Jacques Tati les regardait affluer, tous ces gens pour lesquels il avait « fait de la rigolade », comme on dit au cirque. Et il affirmait qu'à ce moment-là il y avait peut-être au monde un homme aussi heureux que lui, mais plus non.

Depuis samedi, le téléphone

de Fred Orain n'était pas silencieux. Pourtant Jacques Tati a fait « Jour de Fête », et l'on crie à la révélation. Le facteur qui ressemble au général de Gaulle, en moins cabotin et en infiniment plus drôle ! Cette aisance, ce naturel dans le comique ! Ces dons évidents pour l'expression cinématographique !

Pourtant, depuis 18 ans, Jacques Tati les a cette aisance, ce naturel, ces dons. On le compare à de Gaulle, et c'est pourtant de Gaulle cette mauvaise imitation, que l'on devrait comparer à lui. Il a priorité. Artiste de music-hall, il a présenté pour toutes les scènes et toutes les pistes d'Europe un numéro où il était monture et cavalier. Sur les programmes, dans toutes les langues, il y avait : « No 4 ou No 3 ou No 5 Jacques Tati ». Et puis, un jour, dans un gala récemment, M. Jean-Louis Barrault, qui est célèbre en France, lui a dit : « Tu es à la fois monture et cavalier. Comme c'est Jean-Louis Barrault, tout le monde s'extasia. Mais du coup, Tati ne peut plus présenter son numéro en France. « Vous comprenez, lui disent les directeurs, tout le monde a vu M. Barrault présenter ce numéro : les Actualités étaient là. Vous n'avez pas de chance, mais c'est vous qui passez pour légendaire. »

« Le talent ne court pas les rues », disent les producteurs, les impresarios, les metteurs en scène « arrivés », les marious et les honnêtes gens, en toute bonne foi.

Mais si, bonnes gens, mais si ! Jacques Tati courrait les rues, avec son talent, d'une porte à l'autre. Depuis 18 ans, il n'a pas sa chance, et ses cheveux en sont devenus gris.

Certains, comme Maurice Baquet, savaient que Tati avait du talent. Raison de plus pour le plagier, pensaient-ils. Tous les footballeurs, tous les tennismen se ressemblent. Tous les « montures-cavaliers » aussi, n'est-ce pas J.-L. Barrault ?

N'insistons pas. Aujourd'hui, c'est « Jour de Fête ». Un bon film qui est le meilleur si Jacques Tati avait eu, depuis 18 ans, « sa chance ».

Roger BOUSSINOT.



sonne deux fois, trois fois par jour. Il y a un producteur au bout, qui dit : « M. Tati, je viens de voir votre film, je serais très heureux de faire votre connaissance... » Tous les jours la même phrase, bien agréable à entendre, car depuis 18 ans, Tati souhaitait faire la connaissance d'un moins l'un de ces messieurs les producteurs. Malheureusement, jusqu'à ce jour, ils étaient tous bien trop occupés. Il n'y a que Fred Orain qui l'ai reçu à bras ouverts, mais au bout des bras, les

LES LIVRES DE CINÉMA

CINÉMA de FRANCE

Par Roger RÉGENT

(EDITIONS Bellesfayes)

De *La Fille du puisatier*, de Pagnol, commencé en août 40, à *Mademoiselle Swing*, de Pierre Billon, commencé le 23 mai 1944, deux cent vingt films français furent tournés durant ces cinquante mois d'occupation. Dedicée à « ceux qui ne purent suivre les mouvements de l'actualité française », cette « promenade cinématographique dans une ville obscure » est due au critique Roger Régent, qui rappelle, avec un talent certain, la mémoire du lecteur, quelques-uns de nos chefs-d'œuvre : *Le Ciel est à vous*, *Les Visiteurs du soir*, *Les Enfants du paradis*, *Grogi Mains Rouges*, *Lumière d'été*, *Pontcarral*, etc.

Durant ces sombres années, le film français eut, certes, le « désir d'être, au milieu d'un néant », mais, malgré le point de vue assez naïf de Régent, l'écran fut une « tribune idéologique » et nous ne pouvons partager son point de vue quand il affirme que le nombre des films de propagande n'excède pas « sept ou huit bobines de pellicule ». Nous retrouvons là la critique de *L'Époque*, qui se refuse à identifier à tort la propagande de Vichy comme étant celle du nazisme. *Graine au vent*, *La Vierge aveugle*, *La Nuit merveilleuse*, *L'Appel du bled* développeront les thèmes : Travail - Famille - Patrie, qui évoquaient trop, pour nous, le « Kirche-Kuche-Kinden » de Hitler.

Illustré magnifiquement et avec un goût savant du « mixage », l'ouvrage de Roger Régent reste le seul témoin, de ce cinéma qui ne fut pas celui de la France, mais d'une certaine France. La véritable histoire de ces années cinématographiques reste à faire, car les conclusions éssotériques de l'auteur demeurent très « vieille France », surtout si on le compare au travail de chartreux de Georges Sadoul.

Bob BERGUT.



Denise Cardil, la jolie interprète de « Noces de Sable », fait ses débuts dans ce film, aux côtés de Larbi Tounsi, un nouveau venu lui aussi.

Si vous ne le saviez pas...

On tourne en extérieur, aujourd'hui. Fernandel entasse ses petites affaires dans le camion. Une carte de visite est encadrée sur chaque valise. Curieuse carte : pas de nom, une adresse seulement que nous n'aurons pas à indiquer.

Mais, par contre, pour que nul n'en ignore, une photo ! Celle du grand Fernandel Contendin (dit Fernandel), riant de toutes ses dents.

Pourquoi chercher des complications, pourquoi inscrire des précisions. Mes bagages arrivent très bien ainsi et ne se sont jamais perdus !

Nous ne vous conseillons pas d'essayer ce système... Avec une

mode pareille, les concierges non physionomistes ou légèrement myopes deviendraient vite enragés.

Merle Obéron, qui fut une George Sand « Made in Hollywood » dans ce film proprement honteux, que nous vîmes sur les écrans, l'an passé : *La Chanson du souvenir*. Les descendants de George Sand viennent de protester, et Merle Obéron s'étonne candide :

« Mais voyons, comment pourrions-nous savoir, puisqu'il n'existe pas de biographie de George Sand en langue anglaise ! »

POÈTES, POÈMES, POÉSIE

1. GEORGES-EMMANUEL CLANCIER : *Journal parlé* (Rougerie). C'est une bonne idée que celle de cette collection « Poésie et critique » qui présente des œuvres manuscrites, photographiées avec beaucoup de soin. Le lecteur pourra juger l'écriture des auteurs dans tous les sens du terme. Celle de G.-E. Clancier a une élégance fluide, nonchalante, derrière quoi se dissimule une tristesse vraie. Et le dernier poème du recueil, qui lui donne son titre, dévoile avec une violence soudaine les racines de cette tristesse : « Ici Paris, Paris capitale de la douleur » toi Barcelone - Athènes sans Orphée descendu aux Enfers - Et Ma-

drid morte abrupte au Midi de la honte... » Dans cet univers d'opprobre, de honte, de laidure, le poète pourtant ne consent pas à désespérer sans charges d'ombre - La terre pourrait tonner de neuve allégresse...

2. MATILDA G. GHYKA : *Sortilèges du Verbe* (Gallimard). L'auteur de ce livre fait, avec science et volupté, collection de mots, comme d'autres de coquillages, de galets ou de tulipes. Il s'en instruit, s'en enchanter, s'en amuse, s'en enrichit — et ses lecteurs chemin faisant. Un livre très riche et

plaisant, qu'ouvre une éblouissante préface de Léon-Paul Fargue, d'une verve prodigieuse.

3. MADELEINE RIFFAUD : *Le courage d'aimer* (Pierre Seghers). Un des poèmes de ce petit recueil tout chaud s'appelle « Communiqué ».

Tous ceux qui l'entourent pourraient porter ce titre : l'occasion de ces poèmes, elle est dans les journaux, les nouvelles et les communiqués d'agence ; mais leur source est au cœur d'un poète qui a tous les courages, et d'abord celui d'aimer — c'est-à-dire de communiquer avec les êtres : Mais ce que j'ai connu

le plus beau sur la terre - ce sont les visages des hommes. Il faudrait un bien triste cœur pour ne pas aimer Madeleine Riffaud à travers ses poèmes.

4. JACQUES GAUCHERON : *Proces-verbal* (Pierre Seghers). A travers les inégalités de la forme, les vers de Jacques Gaucheron ont une étonnante égalité d'inspiration ; et la facilité des images (parfois) n'est jamais accompagnée de la facilité des sentiments. Jacques Gaucheron sent haut, comme d'autres parlent haut. Et j'aime les moins éloquentes de ses poèmes, comme *Voici venir, le*

mois de mai, qui coule d'une source : celle du cœur.

5. ALAIN BOSQUET : *A la mémoire de ma planète* (Sagittaire). Très adroite (quelquefois émue). Imitation de Notre Seigneur Jules Supervielle. Tout y est : les thèmes (une vision cosmique de la terre : Elle était jeune, elle était ronde - elle roulait sans se gêner - d'un bout à l'autre de l'espace...) l'intonation (humour un peu carverneux, émotion un peu embarassée), les rythmes (longueurs de vers impairs, alexandrins subtilement déformés). Un poète très, très doué, auquel

il ne reste qu'à découvrir sa vraie voix, qu'on devine déjà, bien émuante.

6. LEWIS CAROL : *Lettres à des enfants* (Robert Marim). L'admirable auteur du plus irremplaçable des livres, *Allice au pays des Merveilles*, était un vieux monsieur écossais et charmant, dont ces lettres révéleront la curieuse personnalité, et ajouteront, à notre connaissance de son humour, de sa fantaisie poétique, de ce génie du verbe dont parle bien M. Ghy Ku dans l'ouvrage signalé plus haut.

C. R.

Poil de Carotte

de Jules RENARD

ILLUSTRATIONS DE MITTEL BERG

Violone met des savates, se promène quelque temps entre les lits, chatoillant ça le pied d'un élève, la tirant le pompon du bonnet d'un autre, et s'arrête près de Marseau, avec lequel il donne, tous les soirs, l'exemple des longues causeries prolongées bien avant dans la nuit. Le plus souvent, les élèves ont cessé leur conversation, par degrés étouffée, comme s'ils avaient peu à peu tiré leur drap sur leur bouche, et dormant, que le maître d'étude est encore penché sur le lit de Marseau, les coudes durement appuyés sur le fer, inaccessible à la paralysie de ses avant-bras et au remue-ménage, les fournis courant à fleur de peau jusqu'au bout de ses doigts.

Il s'amuse de ses récits enfantins, et le teint éveillés par d'intimes confidences et des histoires de cœur. Tout de suite, il l'a chéri pour la redite et transparente enluminure de son visage qui paraît éclairé en dedans. Ce n'est plus une peau, mais une pulpe, derrière laquelle, à la moindre variation atmosphérique, s'échappent visiblement les veines comme les lignes d'une carte d'atlas sous une feuille de papier à décalquer. Marseau a d'ailleurs une manière séduisante de rougir sans savoir pourquoi, et à l'improviste, qui le fait aimer comme une fille. Souvent, un camarade pèse du bout des doigts sur l'une de ses joues et le retire avec brusquerie, laissant une tache blanche, bientôt recouverte d'une belle coloration rouge qui s'étend avec rapidité, comme du vin dans de l'eau pure, se varie richement et



48 POIL DE CAROTTE
se nuance depuis le bout du nez rose jusqu'aux oreilles lilas. Chaque nuit, quand il s'endort, Marseau se prête complaisamment aux expériences. On l'a surnommé Veilleuse, Lanterne, Jours Rouge. Cette faculté de s'embrasser à volonté lui fait bien des envieux.

Poil de Carotte, son voisin de lit, le jalouse entre tous. Pierrot lymphatique et grêle, au visage farieux, il pince violemment, à se désoler de savoir la vérité sur les allures cachottières du maître d'étude. Il met en jeu toute son habileté de petit espion, simule un roulement pour rire, change avec affectation de côté, en ayant soin de faire le tour complet, pousse un cri perçant comme s'il avait le cauchemar, ce qui réveille un peu le docteur et imprime un fort mouvement de houle à tous les draps ; puis, dès que Violone s'est éloigné, il dir à Marseau, le torse hors du lit, le souffle ardent :

— Pistolet ! Pistolet !

On ne lui répond rien. Poil de Carotte se met sur les genoux, saisit le bras de Marseau, et le secouant avec force :

— Entends-tu ? Pistolet !

Pistolet ne semble pas entendre ; Poil de Carotte exaspéré répond :

— C'est du propre !... Tu crois que je ne vois ai pas vas. Dis voir un peu qu'il ne t'a pas embrassé ! dis-le voir un peu que tu n'es pas pistolet.

Il se dresse, le col tendu, pareil à un jais blanc qu'on agace, les poings fermés, au bord du lit.

Mais, cette fois, on lui répond :

— Eh bien ! après ?

50 POIL DE CAROTTE
D'un seul coup de reins, Poil de Carotte rentre dans ses draps. C'est le maître d'étude qui revient en scène, apparu soudainement !

II

UI, dit Violone, je t'ai embrassé, Marseau ; tu peux l'avouer, car tu n'as fait aucun mal. Je t'ai embrassé sur le front, mais Poil de Carotte ne peut pas comprendre, déjà trop dépravé pour son âge, ce qu'est un baiser pur et chaste, un baiser de père à un enfant, et que je t'aime comme un fils ou, si tu veux, comme un frère, et d'ailleurs il ira répéter partout je ne sais quoi, le petit imbécile !

A ces mots, tandis que la voix de Violone vibre soudainement, Poil de Carotte feint de dormir. Toutefois, il soulève sa tête pour entendre encore.

Marseau écoute le maître d'étude, le souffle tenu, tendu, car tout en trouvant ses paroles très naturelles, il tremble comme s'il redoutait la révélation de quelque mystère. Violone continue, le plus bas qu'il peut. Ce sont des mots inarticulés, lointains, des syllabes à peine localisées. Poil de Carotte qui, sans oser se retourner, se rapproche insensiblement, au moyen de légères oscillations de hanches, d'entend plus rien. Son attention est à ce point surexcitée que ses oreilles lui semblent matériellement se creuser et s'élever en entonnoir ; mais aucun son n'y tombe.

Il se rappelle avoir éprouvé parfois une sensation d'effort pareille en écoutant aux portes, en collant son œil à la serrure, avec le désir d'agrandir le trou et d'attirer à lui, comme avec un crampon, ce qu'il voulait voir. Cependant, il le parierait, Violone ré- pète encore :

— Oui, mon affection est pure, pure ; et c'est ce que ce petit imbécile ne comprend pas !

Enfin le maître d'étude se penche avec la douceur d'une ombre

sur le front de Marseau, l'embrasse, le caresse de sa barbe comme d'un pinceau, puis se redresse pour s'en aller, et Poil de Carotte le suit des yeux, glissant entre les rangées de lits. Quand la main de Violone frole un traversin, le dormeur dérangé change de côté avec un fort soupir.

Poil de Carotte guette longuement. Il craint un nouveau retour brusque de Violone. Déjà Marseau fait la boule dans son lit, la couverture sur ses yeux, bien éveillé d'ailleurs, et tout au souvenir de l'aventure dont il ne sait que penser. Il n'y voit rien de vilain qui puisse le tourmenter, et cependant, dans la nuit des draps, l'image de Violone flotte lumineusement, douce comme ces images de femmes qui l'ont échauffé en plus d'un rêve.

Poil de Carotte se lasse d'attendre. Ses paupières, comme aimantées, se rapprochent. Il s'impose de fixer le gaz, presque éteint ; mais, après avoir compté trois décollations de petites bulles crépitantes et pressées de sortir du bec, il s'endort.

III

E lendemain matin, au lavabo, tandis que les cornes des serviettes trempées dans un peu d'eau froide, froissent légèrement les pommettes frileuses, Poil de Carotte remarque machinalement Marseau, et s'efforçant d'être bien féroce, l'insulte de nouveau, les dents serrées sur les syllabes sifflantes :

— Pistolet ! Pistolet !

Les joues de Marseau deviennent pourpres, mais il répond sans colère et, le regard presque suppléant :

— Puisque je te dis que ce n'est pas vrai, ce que tu crois !

Le maître d'étude passe la visite des mains. Les élèves, sur deux rangs, offrent machinalement, d'abord le dos, puis la paume de leurs mains en les retournant avec rapidité, et les remettent aussitôt bien

De nos envoyés spéciaux :

CHANGHAI (de Cynthia ALDWORTH, par câble, via Hong-Kong) Mao Tse Tung joué vainqueur à dix contre un

MIDI sur le Bund, le quai de Changhai, lieu du monde où il y avait le plus d'écrasés. Tout à l'heure, il était désert. Mais voici un singulier cortège : des misérables à peine vêtus de loques de toile bleue, des femmes en robes de soie, des vieillards poussant des charrettes chargées d'enfants, des hommes serrant contre leur cœur une petite cage d'osier : en temps de paix ils l'emportaient avec eux pour quelques heures sur l'herbe, pour se réjouir ainsi l'oiseau qui l'habite.

Ce matin, la propagande na-

tionaliste annonce — pour changer — des victoires. Mais nous savons tous que Huang-Su, sur la voie ferrée de Nanking, à dix kilomètres du centre de Changhai, est depuis quelques heures aux mains des républicains.

On nous dit que la ville résistera jusqu'à la mort : je ne vois dans les rues que des soldats en loques. La défense ? Des pieux de bambous fichés en terre, des simili blockhaus, des sacs de terre.

Nous venons d'apprendre que les compagnies aériennes des

U.S.A. ne continueront plus leurs services. Les bateaux anglais, et américains ancrés près de Wooring, confluent du Yang-Tsé, et du Wangpoo, descendent le fleuve : ils craignent les tirs d'artillerie. La colonie britannique s'agite. Plus de deux mille de ses ressortissants voulaient rester ici ; mais il semble maintenant être assésé. De longues queues se forment devant les boutiques de marchandises de riz.

Il y a quelques jours un camion circulait dans la ville, transportant trois hommes accusés de complot antigouverne-

mental et condamnés à mort. Sur leur dos on avait accroché des panneaux relatant leurs crimes.

On entend de temps à autre sauter un pont.

Sur l'ordre du conseil politique de l'état-major nationaliste, les organisations gouvernementales quittent la ville.

Changhai est une immense base où l'on spéculait sur les armes, sur les drogues, sur le riz, sur les tractations possibles. On « joue » les pronostics : et tel chef de guilde — maître de quelques milliers d'hommes ar-

més — a une cote aussi forte que Paï Chung Hse, le général musulman, seul capable d'aligner une armée. Mao Tse Tung est joué gagnant à dix contre un. Les gros trafiquants ont, pour la plupart, rejoint leur refuge de Hong-Kong, où les attendent leur villa, leurs femmes et leurs enfants.

Dans les campagnes les partisans s'organisent et se joignent aux troupes républicaines. Des unités de milices, au fonctionnement d'un réseau de transports auto sont très inférieurs à ceux qu'il a fallu pour installer les lignes de chemins de fer et à ceux qu'il faut actuellement pour les maintenir en état. De ces capitaux sont amontrés à courts délais.

Mais les grosses compagnies de transports routiers trouvent en face d'elle la S.N.C.F. avec ses 41.000 kilomètres de voies ferrées. Le concurrent est de taille. Avec l'aide du gouvernement on ne désespère pas, cependant, d'en venir à bout et Pinea se met à l'ouvrage.

NEW-YORK -- Pierre COURTADE : A mon arrivée aux U.S.A. j'ai été psychanalysé par la police américaine

(Suite de la première page.)

Medina fait appel, dans le procès des douze, au témoignage d'agents du F.B.I. qui déclarent s'être introduits dans le parti communiste pour l'espionner. Ils sont cités en exemple et les comic strips proposent à la jeunesse la carrière honorable de mouchard appointé.

Mais il ne m'est pas permis de parler de ces choses. Mon visa « restreint » ne m'autorise qu'à aller de Manhattan à Lake Success par le train de Long Island. Un paysage enchanteur, prairies tondues, arbres mélancoliques, dissimulent, à mes yeux, les taudis qui s'étendent, de part et d'autre de l'autostade, derrière un rideau de verdure « destiné à calmer l'angoisse des âmes sensibles. » Il n'est question que de liberté. Le jour de mon arrivée, un grand cocktail était donné en l'honneur de la liberté d'information dont la délégation américaine à l'O.N.U. s'est faite le champion. Je n'ai pu y assister, ayant été retenu deux heures par la police de l'aérodrome qui me psychanalysait pour savoir comment je devais me comporter. S'il était vrai que l'humanité recevait directement de Moscou des instructions. Nouveau scandale, on apprend aujourd'hui que Rita Hayworth et Ali Khan vont être mariés à

Vallauris par un maire communiste.

L'employé de chemin de fer rouge Paul Derigon. Cette information « chaude » dispute la première place aux révélations de l'ancien « chef rouge » Paul Crouck qui déclare que sa secrétaire a été assassinée en 1937 par un « gang soviétique ». Un mystère épais enveloppe cette affaire. Pas aussi grand toutefois que le mystère de l'assassinat, il y a trois jours, dans un drug store, à coups de poignard, d'un leader du syndicat des vêtements. 65.000 hommes ont suivi son cercueil, mais l'assassin court toujours. Ainsi se préparent dans l'allégresse les grandes fêtes de dimanche. Organisé par la presse Hearst le « I am an American Day » (journée du « Je suis Américain »), réunira dans Central Park 100.000 individus des deux sexes qui observeront la manière de vivre américaine. 2.000 policiers veilleront à la bonne marche de la cérémonie. Dans un institut spécialisé on met la dernière main à l'américanisation « rationnelle de quelques personnes déplacées qui, après avoir passé à quatre pattes sous le rideau de fer, ont choisi le régime de la libre entreprise. On leur apprend actuellement à chanter *Améri-que*, les *taine*. Les poètes sont sur les dents. Un M. Kenny,

dans le *Daily News*, écrit chaque jour un poème qui exprime les sentiments de l'Américain type. Une de ses dernières œuvres est intitulée « Les rats rouges ». Ce job lui rapporte 25.000 dollars par an. Voici un échantillon :

Si tu as le dos au mur, Va à l'église.

Si tes châteaux en Espagne s'é-

vaient à l'église.

Si tu as peur du lendemain, Va à l'église.

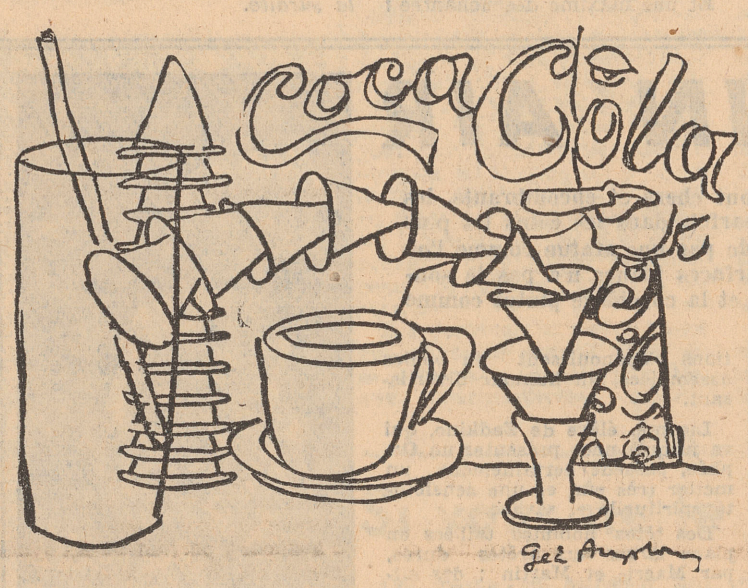
Si tu es sûr de demain, Va à l'église.

Dos au mur et peur du lendemain, c'est effectivement les slogans qui définissent le sentiment général. Des millions de gens pensent avec angoisse au temps où ils se nourrissent d'une saucisse chaude à cinq cents. Seuls n'ont plus peur du lendemain les 7 millions de millions de dollars qui ont un bel avenir derrière eux. Même le mythe de l'automobile s'écroule. L'essence est à 18 cents le gallon et l'on commence à loucher vers la 4 CV française.

La Ford se vend mal. Les ouvriers de River Rouge pratiquent l'autodéfense en ralentissant le rythme de la chaîne. Le seul perfectionnement notable que j'aperçois après deux ans

est la généralisation du cornet de carton pour l'absorption du jus de fruit. A ce propos puis-je nous parlerons littéraires (Va à l'église) je m'en voudrais de ne pas signaler aux lecteurs d'*Action 49* l'intéressante étude de Clémentine Paddelford intitulée *Histoire de la sauce tomate*. La tomate va de l'arbre à votre verre sans avoir été touchée par la main de l'homme. Dieu merci, on est moins regardant dans ce quartier du Bas

Manhattan où les poubelles ne sont pas vidées à 6 heures de l'après-midi. Un mot encore, j'apprends, à l'instinct, par le *Journal American* (un journal américain pour le peuple américain) que Mrs Woodson Klawaik, 26 ans, spécialiste de psychologie infantile, a tué son bébé de 15 mois en lui fracassant le crâne sur le plancher pour le guérir d'une *jealousie freudienne*. Bien entendu, il ne faut pas généraliser.



LONDRES -- Stanley STEW : M. Bevin est essoufflé

M. ERNEST BEVIN est fatigué. M. Ernest Bevin est essoufflé. M. Ernest Bevin est de méchante humeur. Dans l'aviation qui le ramenait de Berlin, son ami, le Dr. Alexandre Mc Call lui a dit : « Ernie, sachez-vous, c'est votre dernier voyage en avion et votre dernière conférence des Quatre. » M. Bevin le savait. Avant d'en venir à envoyer le jeune Hector courir dans la lice à sa place, il voudrait se tailler un triomphe personnel.

Seulement, M. Bevin n'est pas du tout sûr de pouvoir jouer le *Deus ex machina* dans les marbres roses du palais d'York. Impertinamment, les trois autres ne reconnaissent pas ses titres d'anciennessé, à lui, le seul vétéran de tous les conseils des ministres des Affaires étrangères. Les « nouveaux » sont terriblement difficiles à manier. Schuman, ce n'est point un cher petit homme d'Achères, ce n'est point un brave général, qui sait remettre à sa place la Maison Blanche. Bien au contraire, il en écoute les directives et se fait même seconder par l'homme de Truman. Ce professeur Jessup. Quant à M. Vichinsky, il est plus redoutable que

Molotov parce que — ah ! ah ! — il sait dire oui aussi bien que non.

Mais M. Ernest Bevin est prêt à tout. Car il a — du moins le laisse-t-il entendre non sans mystère — il a des idées...

Le Dr. Schumacher

Egérie de Bevin ?

C'est bien ce qui sème la terreur au Foreign Office. M. Bevin est tout à fait capable de rabrouer à voix haute ses souffrances en plein conseil et de changer ses plans. Quel est-il ? Personne n'en est très sûr. Mais on croit avoir deviné. M. Bevin n'est inspiré que depuis son retour de Berlin. Sa muse ne serait-elle pas la sociale-démocratie allemande ? Le Dr. Schumacher ne lui aurait-il pas suggéré de demander le retour à l'Allemagne des territoires placés sous contrôle polonais à Potsdam, de la demander tout de go ?

Si l'idée est saine et bonne, juge le Foreign Office, la tactique serait déplorable. C'est par là qu'il faut en finir mais non point commencer. M. Schuman, durant son dernier voyage à Londres, n'a-t-il pas été fort

clair ; les Français n'acceptent-ils pas de remettre en question les frontières orientales de l'Allemagne qui s'est manifestée une suggestion de représailles, une manière d'arrêter une proposition inacceptable pour les puissances occidentales. Lorsque la délégation soviétique aura proposé le retrait des forces d'occupation du sud allemand, alors et alors seulement il sera temps de contrer en demandant jusqu'où s'étend vers l'Est et d'exiger, comme l'Angleterre le fit à Moscou, la création d'une Commission d'étude territoriale. Grâce à ces biais, le chef du Quai d'Orsay pourrait mieux faire accepter par son opinion récalcitrante la politique officielle de l'Entente germanique.

Cette réconciliation continentale, dont il a dit à Berlin qu'elle était le plus cher de ses vœux, M. Bevin n'est prêt à la tolérer que s'il en est le créateur et le constant arbitre.

L'adoption de quelque règlement quadripartite du problème allemand dérangeant le *statu quo* apparaît comme un des plus grands risques de la conférence des Quatre. Mais si le conseil des ministres, sans en arriver là, parvenait au moins

à pulvériser les obstacles aux grands échanges commerciaux entre l'Ouest et l'Est européen ? Ce serait plus périlleux encore !

La politique du pire, mais avec discrétion

Le seul triomphe de M. Ernest Bevin aux yeux des hauts fonctionnaires permanents du Foreign Office, c'est d'avoir su rompre à Moscou le duo Byrnes-Molotov qui semblait sur le point de s'engager, conjurant ainsi tout plan de reconstruction européenne axé trop à l'Est. Du jour où s'entreouvrit l'espace vital économique de l'U. R. S. S. en Europe orientale, la part d'aide américaine à l'Angleterre cessera d'être celle du lion. Nous voici à l'orée du cauchemar bevinisme et britannique ! Tout nourrit ses hantises, ne fût-ce que le voyage à Moscou du grand vieil homme de la finance américaine Bernard Baruch. Que faire, que faire donc à Paris ? « La politique du pire mais avec de la discrétion, beaucoup de discrétion », répondent en chœur sir Ivone Kirkpatrick et sir William Strang, conscients qu'il y a une grande impatience de paix chez les peu-

ples et que même les gouvernements français et américain désirent certainement une détente internationale...

M. Bevin a promis d'être prudent. Toute difficulté qu'il compte susciter en cours de conférence sera d'abord présentée aux Français et Américains comme moyen adéquat d'ôter l'initiative diplomatique à M. Vichinsky. Ainsi, sir Ivone a-t-il reçu l'instruction de proposer à M. Jessup et Alphonse l'extension à l'Allemagne orientale de la Constitution de Bonn, celle du statut d'occupation et l'entrée d'un représentant soviétique au sein de l'autorité internationale de la Ruhr. A M. Vichinsky alors d'endosser la responsabilité de l'échec en repoussant ce triple système institutionnel, ou le principe établi du vote majoritaire sans veto de plus de vingt et un jour priverait l'U. R. S. S. de tout contrôle sur l'Allemagne.

Mais c'est là n'est pas aisé, soupire l'*Economist*, de rejeter ce que l'on a déclaré être ses buts à long terme sous prétexte qu'ils vous sont importunément offerts sur-le-champ.

Tel est le problème. Mais pour le résoudre, M. Ernest Bevin est certain d'avoir une idée d'ici là 21.

BRUXELLES -- Dominique DESANTI : M. l'ambassadeur s'amuse et les faisans s'acharnent contre la colombe

Pendant mon séjour, des Français m'entraînent à la « foire commerciale » de Bruxelles. J'y contais à la fois que la foire porterait peu de fruits, que la représentation française était, en fait, lamentablement réduite, et que nous avions un « drôle d'ambassadeur ».

M. le comte de Hauteclouque vient à Bruxelles via Cateau (il réjouissait le cœur des pétaïnistes réfugiés). Je le vis parcourir la foire comme un météore. « J'ai rendez-vous chez M. Spaak », expliquait-il brièvement. Il portait dédaigneusement le veston (le protocole exige, me dit-on, la jaquette) ; une main dans la poche, il refusait les vins d'honneur (« mon foie, n'est-ce pas ») et oubliait d'adresser ses félicitations aux exposants qui faisaient la grimace derrière son dos.

Assisté de M. Maïene, son attaché culturel, le comte de Hauteclouque a pour mission de faire rayonner « sa » France en Belgique. Il se trouve que la France est strictement circonscrite entre le ministère de l'Intérieur et le Quai d'Orsay.

Des professeurs belges un peu surpris m'ont conté que M. Maïene poussait la sollicitude jusqu'à intervenir auprès du direc-

teur de l'enseignement de la ville de Bruxelles pour « interdire » les chants de la Résistance française dans les écoles belges. L'ambassade, traditionnellement confiée dans le pouvoir des « hochets de la vanité », agit en récompense, voire punition, les promesses de Légion d'honneur.

La voix sans lèvres

Le procès de Madagascar eut ici des répercussions inattendues. Une conférence présidée par M. René Lyautey, conservateur du musée du Conservatoire, président de l'Alliance française en Belgique, homme de lettres, officier de la Légion d'honneur, devait mettre la public au courant du procès. Le conférencier venu de France n'avait, à première vue, rien d'effrayant : c'était M. Francis Jourdain, qui n'est pas généralement considéré comme un terroriste.

MM. de Hauteclouque et Maïene, dont « la France » se confond visiblement avec celle de M. de Cheygné, gouverneur de Madagascar (15.000 Malgaches en prison), envoient des emissaires officieux à M. Lyautey pour annuler cette conférence « antifrancophone ». Echech. Ils interviennent alors auprès du gouvernement belge. Succès. La préfecture de

Bruxelles interdit à M. Francis Jourdain de parler.

Le soir de la réunion arrive. M. Lyautey (auequel on n'a rien interdit) prend la parole. Génie, un commissaire de police rappelle discrètement que « M. Jourdain ne doit pas parler ». La silhouette mince, notre commissaire de police, se penche vers M. Jourdain et lui dit : « M. Jourdain, ne parlez pas. » Puis il s'adresse à la salle : « M. Jourdain est interdit de parole ; nous allons cependant vous faire entendre sa voix. »

Et, devant Francis Jourdain muet un disque de phonographe restitue la conférence enregistrée quelques heures auparavant. Le commissaire de police, saisi de fureur, parvient à peine à dire « bien joué ». L'ambassadeur de Hauteclouque avait, cette fois, perdu la petite guerre.

La colombe et les faisans

Quand, après avoir participé au Congrès de Wrocław, et présidé une conférence sur le procès de Madagascar, M. René Lyautey décide d'adhérer au Congrès mondial

pour la paix, l'ambassadeur de France vit rouge. Scrupuleux dans ses fonctions d'informateur il rédigea, murmure-t-il les milieux français, deux rapports : l'un pour le Quai, destinataire des subsides de l'Alliance française, l'autre à Georges Duhamel, président de cette même alliance, devenue annexe officielle du ministère des Affaires étrangères. Ces rapports représentent, paraît-il, M. René Lyautey comme un dangereux bolchevique, décidé à se servir de « l'Alliance française » pour fomenter la révolution belge. Ce qui tendrait à prouver que M. de Hauteclouque est un homme dans le genre de Mark Twain. Sauf que Mark Twain avait l'humour volontaire.

Voilà donc, grâce au sens psychologique de notre ambassade, l'Alliance française de Belgique au ban du Quai. Plus de subvention. Plus de cravate de M. Jourdain pour le président. Plus de contact avec les officiels français.

La sollicitude de l'ambassade est réservée aux « Amitiés » (françaises d'ambassadeurs) et aux « grandes Conférences catholiques » (françaises de M. Claudel, ex-ambassadeur à Bruxelles). Ici se dressent les frontières assignées par M. Schuman au rayonnement de la culture française.

Le choix était impératif : les réceptions de M. de Hauteclouque

ou l'action pour la paix ; la colombe ou les faisans de la Carrière.

Récemment convié à une manifestation du Front des résistants belges, notre ambassadeur s'est fait, une fois de plus, le secrétaire d'un bloc occidental, répondant à cette manifestation, en accord avec plusieurs autres représentations diplomatiques.

L'image de la France proposée par notre ambassade ressemble à ces photos-souvenirs visibles à travers une petite loupe sur des manches de porte-plume vendus dans les gares de la capitale. Les touristes devant le Sacré-Cœur.

Dans le train du retour, un fabricant de Roubaix s'est monté dans mon compartiment, à la frontière. Je lui ai raconté ma conversation avec son collègue de Bruxelles.

« Je ne suis pas prophète, me dit-il, et je ne peux donc vous fixer la date. Mais ce que vous avez vu en Belgique se produira chez nous d'ici peu. Pour la première fois depuis dix ans, je cours après le client... »

Et il ajouta, tirant sur son cigare :

« Voyez-vous, c'est mauvais signe... parce que je ne vendrai pas moins cher pour ça... »

Un quart de nos voies ferrées à la ferraille

(Suite de la première page.)

En France, on peut actuellement espérer gagner de l'argent dans l'industrie des transports routiers. Etant entendu que l'entretien des routes reste à la charge de l'Etat, des départements et des communes, les capitaux nécessaires à l'établissement et au fonctionnement d'un réseau de transports auto sont très inférieurs à ceux qu'il a fallu pour installer les lignes de chemins de fer et à ceux qu'il faut actuellement pour les maintenir en état. De ces capitaux sont amontrés à courts délais.

Mais les grosses compagnies de transports routiers trouvent en face d'elle la S.N.C.F. avec ses 41.000 kilomètres de voies ferrées. Le concurrent est de taille. Avec l'aide du gouvernement on ne désespère pas, cependant, d'en venir à bout et Pinea se met à l'ouvrage.

Le premier objectif à atteindre, c'est d'obtenir la suppression de 10 à 12.000 kilomètres de voies, le quart, environ, du réseau actuel. A grands renforts d'arguments techniques, on fait ressortir qu'il s'agit de lignes secondaires à faibles trafics. Pour les lignes principales, on verra plus tard comment s'y prendre. Naturellement, on ne précise pas qui dirigera les services routiers qui se substitueront aux lignes ferroviaires supprimées. Soyons, cependant, assurés que ce sera ni la S.N.C.F. ni les petits transporteurs routiers, mais bien quelques grosses sociétés qui empêcheront les bénéfices.

On sait que pour repenser cette nouvelle politique, Pinea a décidé de se débarrasser de l'ancienne équipe dirigeante de la S.N.C.F. pour la remplacer par une nouvelle plus souple. Pinea a déjà demandé sa démission au directeur général Lemaire, mais ce dernier a refusé de se soumettre malgré d'honorables « compensations ». Pour faire entendre raison à Lemaire, on pria le président de la S.N.C.F., Marcel Flouret, qui se montrait un peu mou dans l'affaire, de céder son fauteuil à Pierre Tessier jusqu'alors directeur général des impôts aux Finances et sur lequel on peut compter. Ce changement fait par le conseil d'administration en cours de conférence sera d'abord présentée aux Français et Américains comme moyen adéquat d'ôter l'initiative diplomatique à M. Vichinsky. Ainsi, sir Ivone a-t-il reçu l'instruction de proposer à M. Jessup et Alphonse l'extension à l'Allemagne orientale de la Constitution de Bonn, celle du statut d'occupation et l'entrée d'un représentant soviétique au sein de l'autorité internationale de la Ruhr. A M. Vichinsky alors d'endosser la responsabilité de l'échec en repoussant ce triple système institutionnel, ou le principe établi du vote majoritaire sans veto de plus de vingt et un jour priverait l'U. R. S. S. de tout contrôle sur l'Allemagne.

Mais c'est là n'est pas aisé, soupire l'*Economist*, de rejeter ce que l'on a déclaré être ses buts à long terme sous prétexte qu'ils vous sont importunément offerts sur-le-champ.

Tel est le problème. Mais pour le résoudre, M. Ernest Bevin est certain d'avoir une idée d'ici là 21.

Mais même si Lemaire la perd, Pinea devra compter avec les cheminotiques qui se dresseront unanimes, cadres, ouvriers, employés contre la cession de 12.000 kilomètres de voies au trust de la route. Tournemine, secrétaire de la Fédération C.G.T. des cheminotiques, l'avait déjà fait savoir en octobre 1947 à Moch qui vou-

lait abandonner 15.000 kilomètres de chemins de fer.

L'offensive psychologique

Pinea n'ignore rien de tout cela. Aussi s'emploie-t-il à parer le terrain en discréditant la S.N.C.F. dans l'opinion. Ceci à l'aide du scénario désormais classique, utilisé chaque fois que l'on s'en prend à un service public ou à une entreprise nationalisée.

On donne donc une large publicité aux rapports d'une mission d'enquête constituée par Pinea en 1948. C'est la procédure régulière, celle qui fait sérieux (voir les usines d'aviation avec les fameux rapports Pellenc et Chalandon). On révèle ainsi que la S.N.C.F. est mal gérée, que ses services se chevauchent, qu'il est impossible de s'y reconnaître dans sa comptabilité, etc. Nous sommes loin des éloges prodigués, il y a quelques temps encore, sur le magnifique effort de la reconstruction d'un réseau sévèrement endommagé en 1940 et en 1944 et terriblement malmené durant l'occupation. Puis on prend prétexte du déficit de 21 milliards du premier trimestre 1949 pour accrédi-ter un peu plus dans l'opinion cette idée que la gabegie règne dans les services publics et que, dès qu'une industrie n'est plus gérée par des sociétés privées, elle fonctionne à perte. Naturellement, on n'insiste pas sur la diminution du trafic par rapport à l'année dernière, car on sera obligé de parler de crise économique. On n'oublie soigneusement de dire que, par rapport à 1938, les tarifs imposés par l'Etat, sans possibilités d'adaptation, ont été multipliés par 10,7 seulement pour les voyageurs et par 14 pour les marchandises alors que la S.N.C.F. paye son charbon 24 fois plus cher qu'au 1938, l'acier 22 fois, le textile 28 fois et le reste à l'avenant. Dans ces conditions, n'importe quelle entreprise privée fermerait ses portes, surtout si elle devait compter la S.N.C.F. au premier trimestre 1949, à côté de 9 milliards d'impôts nouveaux, perdre 12 à 13 milliards, par suite des réductions à consentir obligatoirement aux familles nombreuses, aux permissionnaires, aux banlieusards et aux congés payés.

12.000 km. de voie à démolir

Le premier objectif à atteindre, c'est d'obtenir la suppression de 10 à 12.000 kilomètres de voies, le quart, environ, du réseau actuel. A grands renforts d'arguments techniques, on fait ressortir qu'il s'agit de lignes secondaires à faibles trafics. Pour les lignes principales, on verra plus tard comment s'y prendre. Naturellement, on ne précise pas qui dirigera les services routiers qui se substitueront aux lignes ferroviaires supprimées. Soyons, cependant, assurés que ce sera ni la S.N.C.F. ni les petits transporteurs routiers, mais bien quelques grosses sociétés qui empêcheront les bénéfices.

On sait que pour repenser cette nouvelle politique, Pinea a décidé de se débarrasser de l'ancienne équipe dirigeante de la S.N.C.F. pour la remplacer par une nouvelle plus souple. Pinea a déjà demandé sa démission au directeur général Lemaire, mais ce dernier a refusé de se soumettre malgré d'honorables « compensations ». Pour faire entendre raison à Lemaire, on pria le président de la S.N.C.F., Marcel Flouret, qui se montrait un peu mou dans l'affaire, de céder son fauteuil à Pierre Tessier jusqu'alors directeur général des impôts aux Finances et sur lequel on peut compter. Ce changement fait par le conseil d'administration en cours de conférence sera d'abord présentée aux Français et Américains comme moyen adéquat d'ôter l'initiative diplomatique à M. Vichinsky. Ainsi, sir Ivone a-t-il reçu l'instruction de proposer à M. Jessup et Alphonse l'extension à l'Allemagne orientale de la Constitution de Bonn, celle du statut d'occupation et l'entrée d'un représentant soviétique au sein de l'autorité internationale de la Ruhr. A M. Vichinsky alors d'endosser la responsabilité de l'échec en repoussant ce triple système institutionnel, ou le principe établi du vote majoritaire sans veto de plus de vingt et un jour priverait l'U. R. S. S. de tout contrôle sur l'Allemagne.

Les profits du cheminot...

On s'attaque aussi au personnel de la S.N.C.F. Fin des hommages à la vaillance des cheminotiques, dont le film « La Bataille du Rail » retraçait le rôle magnifique dans la résistance. Le cheminot, maintenant, est un profiteur. On s'est déjà servi du truc avec les mineurs. Vous savez, le mineur qui gagnait 50.000 francs par mois et qui fait de la contrebande avec ses suppléments alimentaires. D'abord, des cheminotiques, il y en a de trop. Il faut en supprimer. 50.000, 100.000, si possible. Il faut réduire l'âge de la retraite. Et puis ce cheminot bénéficie de trop larges avantages. Le Monde qui, au nom de l'objectivité, ne recule devant aucun sacrifice, dans ce genre de travail particulièrement élégant qui consiste à dresser les tra-

vailleurs les uns contre les autres, publie un tableau établi par on ne sait quel fantaisiste et faisant ressortir que les cheminsotiques de la S.N.C.F. sont très supérieures à celle du secteur privé.

On en réalité, bien que le trafic soit supérieur à l'avant-guerre, il y a 40.000 agents de moins qu'en 1938. La S.N.C.F. comptait en 1947, par kilomètre de ligne exploitée, 11,7 unités (Belgique : 18,5 ; Angleterre : 20,7 ; Tchecoslovaquie : 15,5). Comparer actuellement ses effectifs, c'est mettre en péril la sécurité des voyageurs. Avis aux amateurs d'émotions fortes. 70 % des agents doivent assurer leur service de jour ou de nuit. Dans les grandes gares et les dépôts, les services de congé sont barrés d'une croix rouge pour les dimanches et les jours de fête. Un contremaître de 2^e classe, après 35 ans de service, se fait 29.000 francs par mois. En 1947, les dépenses de personnel de la S.N.C.F., avec les retraites et tout compris, correspondaient à 60 % des dépenses totales (Norvège : 66,6 % ; Belgique : 67,4 % ; Suisse : 72,9 % ; compagnies privées des U.S.A. : de 64,6 % à 74 %).

...et les profits des sociétés

Mais la véritable objectivité est évidemment le cadet des soucis de ceux qui cherchent à exaspérer l'opinion contre un service public qu'on veut démolir. D'ailleurs, ils ont ainsi coupé double. Les salaires sont insuffisants pour permettre aux travailleurs d'acquiescer normalement le prix de revient réel des transports. D'où irritation des tarifs augmentent. Comme ces augmentations sont cependant insuffisantes pour boucher le déficit, on a recours aux contributions. C'est-à-dire une fois de plus aux travailleurs qui fournissent par l'impôt le plus clair des revenus de l'Etat. D'où nouvelle irritation.

Pendant ce temps-là, les grosses sociétés, avatagées par une fiscalité scandaleuse, accroissent leurs bénéfices. 1 milliard 600 millions d'augmentation prévue de 1947 à 1948 pour 20 entreprises.

Remplir leurs caisses ne leur suffit d'ailleurs plus. Pour se sentir plus puissants, ils font appel à leurs puissants alliés d'Amérique. Elles leur mé nagent une place en liquidant le patrimoine national. Et de même qu'on veut rendre notre industrie encore plus tributaire des importations de charbon, on développe les centrales électriques thermiques qui en accroissent les importations de courant, on veut placer nos transports dans la dépendance des importations de pétrole et d'essence. Nous aurions cependant pu électrifier nos chemins de fer comme l'ont fait les Suisses avec du courant hydraulique et réduire ainsi les achats et de pétrole et de charbon. Mais, naturellement, on prend soin de freiner la construction des barrages.

Voilà ce que Pinea appelle « repenser » la politique ferroviaire. D'autres lui feront savoir qu'ils ne la « repensent » pas comme lui.

LE CARDINAL.

SCÈNES D'HORREUR à la "Section spéciale de répression du communisme" à Buenos-Aires

Le 30 mars, écrivait à la centrale téléphonique Chacabuco, à Buenos-Aires, une grève qui rassembla, dès le début, la totalité du personnel, composé en majeure partie de femmes. C'était une grève du genre de celles qui se multiplient depuis quelques mois en Argentine, qui sont le fait de travailleurs sans convictions politiques nettement déterminées, qui ont été dupés par la démagogie de Peron, et que l'habilement accéléré du niveau de vie général lance aujourd'hui dans l'action.

La répression fut terrible. Matraques, perquisitions et pilage cherchèrent à « mener » les tortures enfin. C'est sur celles-ci que nous présentons aujourd'hui à nos lecteurs le témoignage d'une des victimes, choisi parmi de nombreux autres.

Annouciant, il y a quelques semaines, le déclenchement prochain d'une nouvelle guerre mondiale, Peron déclarait que les « chefs supérieurs qui recrutaient quelle serait « une guerre civile universelle » et qui convenaient en conséquence de « prendre à l'avance toutes dispositions utiles ». Ce que sont ces « dispositions utiles », les horreurs qui se sont déroulées au siège de la « Section spéciale de répression du communisme » (le Gestapo de Peron) en donnent une idée capable de donner le frisson.

Le témoin est une jeune femme de 28 ans, NELLY CALALDI. Voici ce qu'elle raconte :

« Le 1^{er} avril, vers 7 heures du matin, deux policiers en civil se présentent à mon domicile. Sans me laisser le temps de me lever, ils m'entraînent dans une chambre, où ils pénètrent dans ma chambre, bouleversent les meubles, vident les tiroirs, retournent la literie et s'emparent de quelques lettres personnelles sans intérêt. Puis ils m'entraînent en me rudoyant et en menaçant de me gifler. Comme je les interroge sur les motifs de leur action, ils me répondent que l'état de siège règne dans le pays et qu'ils ont l'ordre de rechercher certains documents qui auraient disparu à la centrale téléphonique Chacabuco. Je leur dis que je ne travaille pas à la centrale téléphonique Chacabuco. Ils me conduisent à la Section spéciale de recherches, situées au 566, rue de la Liberté. Ils m'ont amenée comment à m'interroger et à me battre. L'un s'appelle Blanco, l'autre Amoresano. Ils veulent que j'avoue « ce que j'ai fait des papiers », mais je ne peux rien répondre parce que je ne sais pas ce que sont

ces papiers. Ils me traînent par les cheveux, m'insultent, menacent de me tondre entièrement, de me déshabiller et de me plonger jusqu'à l'échouement dans un bain d'eau glacée. Je crie, je me gifle, et comme je proteste, on me frappe à la tête. On m'enlève ma robe et me plaçant entre un ventilateur en action et une fenêtre grande ouverte pour me donner ce qu'ils appellent « la pneumonie artificielle ». Je reste là, debout, pendant une heure au moins et je m'évanouis.

Is me ramènent en me giflant. Le sang me coule du nez et je me sens extrêmement faible. Je n'ai rien mangé depuis la veille au soir.

A la fin de ma station debout, Amoresano et tous les autres sont revenus et ont recommencé à m'insulter. Lorsque je me relève de mon évanouissement, ils ressassent un affreux mal de tête et j'ai tout le corps endolori ; je les entends tout de suite hurler, ils menacent de m'assommer à nouveau et Amoresano a le visage congestionné de rouge. Il commence à m'arracher mon lingage de corps et crie qu'il va main-

tenant me faire passer « au courant ». J'étais à l'instant de me défendre, je me débats, mais trois des policiers me maintiennent pendant qu'un autre me place un tampon en coton sur les yeux et m'enroule une bande de toile par-dessus. Ils m'entraînent alors, hurlant de terreur, dans une autre pièce située au même étage où j'entends les rires et les éclats de voix de plusieurs personnes. J'apprendrai plus tard qu'il s'agissait d'un disque destiné à étouffer mes cris.

Je suis à peine entrée qu'ils commencent à m'assener des coups de poing et des coups de pieds dans les reins et dans les jambes. Puis ils m'ordonnent de m'asseoir, de me lever, de m'asseoir à nouveau, etc. et brusquement ils retirent le tampon et je tombe. Ils répètent l'opération plusieurs fois. Je les supplie d'arrêter, j'éclate même en larmes, d'épuisement et de douleur, mais ils ne répondent que par des menaces et des insultes ordurières.

La Commission Nationale des Combattants de la Liberté célèbre la fondation du 3.000^e Conseil Communal

Elle lance un manifeste pour l'organisation d'un 14 JUILLET POPULAIRE

Le Conseil National est convoqué le 12 juin

SIX MOIS après les Assises nationales, la commission nationale permanente des Combattants de la Liberté et de la Paix prend acte, en s'en réjouissant, de la création du 3.000^e conseil communal.

Elle constate que, dans toutes les villes de France, des conseils communaux ont su grouper les représentants d'une large couche de l'opinion républicaine. Elle constate que déjà les conseils communaux voient le jour dans de nombreux villages et régulièrement délibèrent.

La lettre et l'esprit de la Charte

La commission nationale permanente rappelle que la charte des Combattants de la Liberté et de la Paix demeure plus que jamais le contrat commun à tous les libres citoyens des villes et des campagnes pour une action commune.

Cette charte des Combattants de la Liberté et de la Paix permet à chaque homme et femme de revendiquer pour son bien-être et pour la justice et de la liberté, de participer aux conseils communaux et d'y élire ses représentants.

C'est en vertu des principes définis dans cette charte qu'ont été menées dans toute la France de vigoureuses campagnes pour :

- la défense de la souveraineté nationale,
- la défense de la paix,
- la défense des libertés et particulièrement la défense des droits de la classe ouvrière à revendiquer pour son bien-être et pour la justice sociale et celle des droits de la Résistance française à défendre son patrimoine d'honneur.

C'est en considération des mêmes principes que fut rédigée par le conseil national du 27 février la lettre au président Truman des Français qui veulent la paix, lettre qui a reçu le paraphe d'un million de signatures.

C'est sur la base et dans le respect de la charte que se retrouvent dans les conseils communaux, communistes et chrétiens, syndicalistes et résistants, socialistes, radicaux, progressistes, tous citoyens qui entendent faire une réalité vivante de ce contrat.

La composition et l'action des conseils communaux

La commission nationale permanente félicite les conseils communaux de s'être attachés à grouper un nombre considérable de citoyens autour des principes de la charte et de s'être employés avec succès à réunir, à rassembler des femmes et des hommes que séparaient hier encore, les propagandes qui s'acharnaient à diviser les républicains.

Elle constate avec la plus grande des satisfactions que, dans un très grand nombre de conseils communaux, se retrouvent des résistants qui, hier, appartenaient à des mouvements ou à des groupements divers et éparés ; que se retrouvent des syndicalistes appartenant aussi bien à la C.G.T. qu'à la C.F.T.C. et qu'à l.F.O. ; que se retrouvent des chrétiens se réclamant du Mouvement populaire des Familles, de la revue « Esprit » et de la « Jeune République », et que tous acceptent de se soumettre au régime de la libre critique pour la détermination d'une action commune pour le bien de la Patrie.

La commission nationale permanente ne peut manquer de noter avec satisfaction que des socialistes et des républicains dégués et qui couraient le risque de s'immobiliser dans l'abstention, rejoignent, en grand nombre, les Combattants de la Liberté et de la Paix au sein desquels ils retrouvent cette union des forces républicaines sur lesquelles se fonde la défense efficace de l'esprit civique et des libertés.

La commission nationale permanente tient à déclarer : « Les conseils communaux ont bien rempli leur mission. »

L'effort d'élargissement dans l'action immédiate

Ce bilan satisfaisant et encourageant fait obligation aux Combattants de la Liberté et de la Paix à développer et à élargir encore leur action.

C'est plus de 100.000 lecteurs qu'il nous faut !

UNE LETTRE D'YVES FARGE A TOUS LES CONSEILS COMMUNAUX

GRACE à vous, en deux mois, la vente d'ACTION 49 a doublé. Merci.

De notre côté, nous nous sommes efforcés de rendre notre journal à la fois plus vivant et plus combattif.

Les uns et les autres, nous ne devons pas nous arrêter en si bon chemin. C'est plus de 100.000 lecteurs qu'il nous faut.

Si chacun d'entre vous trouve un lecteur, ou mieux, UN ABONNÉ, nous serons assurés d'avoir le vent en poupe.

C'est aux Conseils Communaux de décider et d'entreprendre ce nouveau démarrage. C'est eux qui doivent diffuser ACTION 49.

Nous apporter des abonnés et des lecteurs, c'est nous faire de nouveaux amis, c'est-à-dire des chances nouvelles pour la défense des idées qui nous sont chères : LA LIBERTÉ ET LA PAIX.

YVES FARGE.

BULLETIN DE COMMANDE

à découper et à expédier

d'ACTION

3, RUE DES PYRAMIDES PARIS-1^{er}

Faites les commandes 6 jours avant la date choisie

Nombre d'exemplaires À m'expédier
Chaque semaine à partir du (date)
Une fois seulement le (date)
(Rayer la mention inutile)

N O M
Prénom
Adresse complète
Localité
Département

Les exemplaires vous parviendront à domicile le vendredi au plus tard

Prix de vente : 20 fr. — Remboursement 25 %, soit 5 fr. par exemplaire. Payable dès réception de notre relevé mensuel chaque fin de mois. Tous les envois sont repris. — Compte chèques postal ACTION PARIS 4105-47.

POUR UN PUISSANT MOUVEMENT DE MASSE

par Yves FARGE

LA Commission nationale permanente s'est penchée sur les six mois d'efforts passés ; elle a tiré les enseignements que comportait cette création de 3.000 conseils communaux.

La leçon est réconfortante. Jamais un mouvement n'avait, en si peu de temps, plongé si profondément ses racines dans toutes les couches de la nation.

Ce succès ne doit pas nous immobiliser dans une satisfaction sans lendemain. Un conseil communal digne de ce nom, siège chaque semaine, devient un pôle d'attraction, un centre civique actif. Il doit trouver son local et faire en sorte que son siège devienne un véritable cercle républicain.

Le document que nous publions — et dont les termes

ont été posés par la C. N. P. du 17 mai — met l'accent sur la Charte des combattants de la liberté et de la paix, parce que jamais cette charte n'a été plus actuelle, puisque nous sommes entrés dans le temps où des frémissements pour un vaste rassemblement se manifestent dans toute la France.

Les tâches immédiates que définit la C. N. P. : lutte contre la ratification du Pacte de l'Atlantique, défense de la Résistance, partout mise en cause, s'insèrent dans

une action quotidienne qui oblige les conseils communaux à garder le contact avec tous les élus du suffrage universel.

L'objectif d'un 14 juillet 1949 populaire sur des « mots d'ordres » jallés de nos conseils communaux, fait obligation à ceux-ci de se mettre au travail pour dégager les aspirations de la nation.

Nous sentons bien que nous allons aborder un virage. Le Pacte Atlantique viendra bientôt en discussion

difficultés que soulève cette force de mouvement qui évite les cristallisations, qui brise les vieilles routines pour laisser toujours la porte ouverte à toutes les chances de rassemblement.

Les conseils communaux doivent demeurer respectueux de la charte qui les engage à se constituer « non comme un cartel réunissant les représentants d'associations, de syndicats ou de partis, mais comme un comité de bons citoyens faisant toujours appel à tous les bons citoyens pour délibérer à tout instant sur les grands problèmes qui conditionnent l'avenir de la Patrie ».

Pour le rassemblement des républicains et des amis de la Paix

La commission nationale permanente enregistre avec la plus profonde satisfaction les mouvements qui, dans le pays, annoncent déjà une tendance à l'unité.

Elle n'entend pas méconnaître que les Combattants de la Liberté et de la Paix ont impulsé cet élan et peuvent, demain, jouer un rôle déterminant dans ces rassemblements grâce aux conseils communaux, s'ils s'attachent partout à poser clairement les problèmes devant les masses, à dégager les idées essentielles sur lesquelles il est nécessaire de se rassembler, à définir les objectifs précis vers lesquels il est possible d'entraîner l'opinion.

La commission nationale permanente sait que l'esprit et la lettre de la charte sont respectés partout où les résistants se regroupent pour défendre leurs camarades et leur patrimoine d'honneur ; partout où les syndicats se retrouvent pour la défense des droits de la classe ouvrière ; partout où, conscients du danger, les amis de la Paix font converger leurs efforts pour la sauvegarde de la Patrie.

Convocation du conseil national

C'est en dressant ce bon bilan et en dégagant ses heureuses conclusions que la commission nationale permanente décide de réunir, à Paris, le conseil national des Combattants de la Liberté

SUGGES DES COMBATTANTS DE LA LIBERTÉ

Le conseil général des Alpes-Maritimes condamne la politique de guerre

LE conseil général des Alpes-Maritimes vient de condamner à l'unanimité la politique qui mène la France à la guerre. Ce vote a été obtenu grâce à l'action persévérante des Combattants de la Liberté.

Il est en effet organisé dans la plupart des communes des conseils communaux. C'est ainsi qu'à la suite du congrès mondial dix réunions ont déjà été tenues dans les différents quartiers de Nice, ainsi qu'à Villefranche, Menton, Saint-Martin-du-Var, etc. Dans chacune de ces réunions, des résolutions ont été adoptées par l'ensemble de la population, ont été votées contre le Pacte atlantique.

Au cours de cette semaine, 14 réunions ont eu lieu, à Antibes, Cannes, Vence, Cagnes-sur-Mer, Vallauris, etc., etc.

On a remarqué la présence à ces réunions d'un grand nombre de personnes qui, d'ordinaire, n'assistent point aux meetings. Par exemple, à Roquebrune, M. Torthé, conseiller général ; à la Trinité-Victor, le greffier du tribunal de Nice ; à Levens, le directeur d'école ainsi qu'un greffier du tribunal de Nice, sont venus aux réunions.

La Ligue des Droits de l'Homme de Nice, ainsi que les employés de la S.N.C.F. et des P.T.T. sont intervenus d'eux-mêmes auprès du conseil communal pour que soient organisées à leur intention des réunions d'information sur le congrès mondial. A la suite de la réunion faite à la Ligue des Droits de l'Homme, deux membres du bureau ont souscrit des abonnements de 3 mois à ACTION 49.

Des personnalités qui, jusqu'alors, paraissaient réfractaires à nos idées ont été plus qu'ébranlées. Elles ont demandé à recevoir le bulletin du congrès mondial dès qu'il paraîtra. Comme le remarque très judicieusement Mme E. Cassin, présidente du comité de Nice, ils ont été séduits par le ton d'honnêteté, d'objectivité des représentants des Combattants de la Liberté et de la Paix.

La vaste mobilisation de tous les Français qui s'organise progressivement grâce à l'action de Mme E. Cassin et des membres des différents conseils communaux des Alpes-Maritimes est incontestablement à l'origine de l'unité qui s'est faite au conseil général sur le problème de la paix et de l'indépendance nationale. Une fois de plus, la

démonstration est faite que la plus large union peut être obtenue dans le cadre des Combattants de la Liberté.

Motion pour la paix votée à l'unanimité par le conseil général des Alpes-Maritimes dans sa séance du 12 mai 1949.

Le conseil général demande au Parlement et au Gouvernement français :

De veiller, lors de la prochaine réunion des 4 Grands à Paris, au respect de la Charte des Nations Unies en vue d'éviter des alliances susceptibles de conduire à la guerre ;

D'entreprendre une action en faveur de la limitation des armements et, partant, de la réduction des charges militaires ;

De mener, dans l'indépendance de la France, une politique de collaboration pacifique avec tous les peuples ;

De maintenir et d'étendre les libertés démocratiques, de réduire les impositions, de développer la production pour donner du travail et un logement digne à tous.

UN HEROS DU VERCORS REpond A SA FACON AU MARÉCHAL MONTGOMERY

Le 15 mai dernier, le maréchal Montgomery était invité par la municipalité de Vernon, dont il est citoyen d'honneur depuis 1944. Les pouvoirs publics avaient espéré mobiliser la population pour cette manifestation. Ils n'avaient pas tenu compte de la réprobation des Français et des Françaises pour une politique dont le maréchal Montgomery est en quelque sorte le symbole.

Répondant aux suggestions du conseil communal des Combattants de la Liberté, la population s'abstint non seulement de prêter, mais de paraître aux cérémonies officielles. Par contre, devant le château de Vernon, ancien P.C. de la Résistance, où le jeune P.T.P. Kiebert Lebourg trouva une mort glorieuse, les patriotes se réunirent pour entendre le commandant Jouneau, compagnon de la Libération, ancien commandant de l'état-major du Vercors, membre du Conseil national, qui fit connaître les raisons profondes de la réprobation populaire.

Pour avoir défilé à Buffalo : CINQUANTE-SEPT TUBERCULEUX SONT CHASSÉS DE LEUR SANATORIUM, QUATRE SONT APPELÉS EN JUSTICE

VU de loin le sanatorium de Villiers-sur-Marne (Seine-et-Marne) est un genre de petit paradis. Caché dans un bois vallonné, vert, fleuri, trois grands bâtiments clairs ressemblent aux photos des magazines Scandinaves. En bas, à l'entrée du parc, près du village, on trouve une vieille maison blanche, un peu châteauesque, bordée d'un ruisseau romantique.

En s'approchant, le ruisseau prend des teintes indéfinissables, irisées, opaques. Sous le pont, les moustiques grouillent, dans une odeur étrange. Il s'agit simplement de l'égout du sanatorium, toutes les eaux souillées se déversent, charriant pansements et bacilles de Koch, allègrement vers le bâtiment 2.

Construction moderne, largement aérée. Les stores, sur les balcons de cuir, sont relevés. Reliés ? Non ! Ils n'existent pas. Quelques halions délavés pendent aux armatures rouillées. Les chaînes longues sont défoncées, les matelas troués, jaillissent. La longue enfilerie est déserte. Seuls, deux hommes tricotent en silence, enveloppés d'une couverture douteuse. La peinture du mur s'effrite en grosses cloques.

Voici une chambre — six lits — partagée en deux par les lavabos. Robinets secs ; l'eau n'est donnée que quelques heures par jour avec parcimonie. (Fuites à demi tari, pompes et canalisations défectueuses). Des cuvettes, sur le sol, recueillent l'eau de pluie qui dégouline des plafonds. Des installations électriques de fortune, où le spandrap remplace économiquement le châtiment, courent sur les murs. Sur son lit, un jeune gars remet à l'infirmerie une écuelle d'aluminium encore pleine. Il n'a pas faim et la sauce servie froide ne passe pas.

Depuis un an les malades réclament au docteur Boquet, le médecin-directeur, des stores qui leur épargneraient de graves accidents (on sait que le soleil est dangereux pour les tuberculeux) ; l'eau courante dans les w.c. quotidiennement obstrués, l'eau chaude pour la toilette et la vaisselle, et seize autres choses, toutes aussi indispensables. Ils réclament au ministère la Sécurité sociale, pour les étudiants, la franchise postale, une réduction sur les chemins de fer pour leurs visites familiales, etc. L'inspecteur de la Santé est d'accord, le ministre sans doute aussi. Mais,

depuis des années, rien n'a été fait. Le sanatorium de Villiers-sur-Marne est un genre de petit paradis. Caché dans un bois vallonné, vert, fleuri, trois grands bâtiments clairs ressemblent aux photos des magazines Scandinaves. En bas, à l'entrée du parc, près du village, on trouve une vieille maison blanche, un peu châteauesque, bordée d'un ruisseau romantique.

En s'approchant, le ruisseau prend des teintes indéfinissables, irisées, opaques. Sous le pont, les moustiques grouillent, dans une odeur étrange. Il s'agit simplement de l'égout du sanatorium, toutes les eaux souillées se déversent, charriant pansements et bacilles de Koch, allègrement vers le bâtiment 2.

Construction moderne, largement aérée. Les stores, sur les balcons de cuir, sont relevés. Reliés ? Non ! Ils n'existent pas. Quelques halions délavés pendent aux armatures rouillées. Les chaînes longues sont défoncées, les matelas troués, jaillissent. La longue enfilerie est déserte. Seuls, deux hommes tricotent en silence, enveloppés d'une couverture douteuse. La peinture du mur s'effrite en grosses cloques.

Voici une chambre — six lits — partagée en deux par les lavabos. Robinets secs ; l'eau n'est donnée que quelques heures par jour avec parcimonie. (Fuites à demi tari, pompes et canalisations défectueuses). Des cuvettes, sur le sol, recueillent l'eau de pluie qui dégouline des plafonds. Des installations électriques de fortune, où le spandrap remplace économiquement le châtiment, courent sur les murs. Sur son lit, un jeune gars remet à l'infirmerie une écuelle d'aluminium encore pleine. Il n'a pas faim et la sauce servie froide ne passe pas.

Depuis un an les malades réclament au docteur Boquet, le médecin-directeur, des stores qui leur épargneraient de graves accidents (on sait que le soleil est dangereux pour les tuberculeux) ; l'eau courante dans les w.c. quotidiennement obstrués, l'eau chaude pour la toilette et la vaisselle, et seize autres choses, toutes aussi indispensables. Ils réclament au ministère la Sécurité sociale, pour les étudiants, la franchise postale, une réduction sur les chemins de fer pour leurs visites familiales, etc. L'inspecteur de la Santé est d'accord, le ministre sans doute aussi. Mais,

tribunal civil de Château-Thierry, le 18 mai, à 14 heures, pour « agitation ». Qui gère ce sanatorium ? La « Renaissance Sanitaire », dont le secrétaire général, Oustry, fut condamné, en 1947, à la prison (avec sursis) pour avoir touché et vendu frauduleusement le tabac de tuberculeux morts pendant l'occupation.

Ce trust hospitalier privé perçoit un demi-milliard par an, car chaque malade « rapporte » 1.130 francs par jour (soit par le canal de la Sécurité sociale, soit qu'il soit pensionné comme les anciens prisonniers). La Fédération nationale de lutte antituberculeuse est une hôte noire, évidemment — tenta une démarche auprès du conseil d'administration de la « Renaissance Sanitaire ». Le vieux monsieur qui reçoit la délégation hausse les épaules : « Si ces révolutionnaires ne sont pas contents, ils peuvent s'en aller... » C'est une histoire que l'on raconte en se promenant par petits groupes dans les couloirs. Mais il y en a d'autres. Celle de ce camarade impotent, parti sans ambulance ni infirmière et qui dut trouver les 18.000 francs nécessaires pour payer le taxi de Villiers jusqu'en Normandie. De cet autre, grimpé dans un camion de pommes de terre et mort deux jours après son arrivée à Paris, sans que sa femme en soit informée. De celui qui resta couché deux mois et demi à Villiers sans qu'on lui ait fait une seule fois sa toilette. Les histoires de réfectoire, les vexations inutiles...

Mais, cette fois-ci, tous sont debout, tous veulent agir. Ecoutez bien :

Cinquante-sept malades valides se sont rendus à Buffalo pour manifester leur désir de paix. Ces 57 malades, à leur retour au sanatorium, ont reçu l'ordre de quitter immédiatement les lieux. Un des médecins les fit appeler : « Partez donc, vous éviterez les histoires. Si vous vous obstinez, on vous expulsera de force. Trois mille tuberculeux attendent depuis des mois leur hospitalisation. Il n'y a pas de place. Si vous résistez, vous ne pourrez pas entrer dans un autre établissement... »

Etranges conseils. Mais les « exclus » ne bougèrent pas. Et le sanatorium se mit en grève de cure.

Folie de rage, la « Renaissance Sanitaire » (reconnue en passant, d'utilité publique !) vient de frapper les quatre délégués des malades. Ceux-ci sont appelés à comparaître devant le

tribunal civil de Château-Thierry, le 18 mai, à 14 heures, pour « agitation ». Qui gère ce sanatorium ? La « Renaissance Sanitaire », dont le secrétaire général, Oustry, fut condamné, en 1947, à la prison (avec sursis) pour avoir touché et vendu frauduleusement le tabac de tuberculeux morts pendant l'occupation.

Ce trust hospitalier privé perçoit un demi-milliard par an, car chaque malade « rapporte » 1.130 francs par jour (soit par le canal de la Sécurité sociale, soit qu'il soit pensionné comme les anciens prisonniers). La Fédération nationale de lutte antituberculeuse est une hôte noire, évidemment — tenta une démarche auprès du conseil d'administration de la « Renaissance Sanitaire ». Le vieux monsieur qui reçoit la délégation hausse les épaules : « Si ces révolutionnaires ne sont pas contents, ils peuvent s'en aller... » C'est une histoire que l'on raconte en se promenant par petits groupes dans les couloirs. Mais il y en a d'autres. Celle de ce camarade impotent, parti sans ambulance ni infirmière et qui dut trouver les 18.000 francs nécessaires pour payer le taxi de Villiers jusqu'en Normandie. De cet autre, grimpé dans un camion de pommes de terre et mort deux jours après son arrivée à Paris, sans que sa femme en soit informée. De celui qui resta couché deux mois et demi à Villiers sans qu'on lui ait fait une seule fois sa toilette. Les histoires de réfectoire, les vexations inutiles...

Mais, cette fois-ci, tous sont debout, tous veulent agir. Ecoutez bien :

Cinquante-sept malades valides se sont rendus à Buffalo pour manifester leur désir de paix. Ces 57 malades, à leur retour au sanatorium, ont reçu l'ordre de quitter immédiatement les lieux. Un des médecins les fit appeler : « Partez donc, vous éviterez les histoires. Si vous vous obstinez, on vous expulsera de force. Trois mille tuberculeux attendent depuis des mois leur hospitalisation. Il n'y a pas de place. Si vous résistez, vous ne pourrez pas entrer dans un autre établissement... »

Etranges conseils. Mais les « exclus » ne bougèrent pas. Et le sanatorium se mit en grève de cure.

Folie de rage, la « Renaissance Sanitaire » (reconnue en passant, d'utilité publique !) vient de frapper les quatre délégués des malades. Ceux-ci sont appelés à comparaître devant le

tribunal civil de Château-Thierry, le 18 mai, à 14 heures, pour « agitation ». Qui gère ce sanatorium ? La « Renaissance Sanitaire », dont le secrétaire général, Oustry, fut condamné, en 1947, à la prison (avec sursis) pour avoir touché et vendu frauduleusement le tabac de tuberculeux morts pendant l'occupation.

Ce trust hospitalier privé perçoit un demi-milliard par an, car chaque malade « rapporte » 1.130 francs par jour (soit par le canal de la Sécurité sociale, soit qu'il soit pensionné comme les anciens prisonniers). La Fédération nationale de lutte antituberculeuse est une hôte noire, évidemment — tenta une démarche auprès du conseil d'administration de la « Renaissance Sanitaire ». Le vieux monsieur qui reçoit la délégation hausse les épaules : « Si ces révolutionnaires ne sont pas contents, ils peuvent s'en aller... » C'est une histoire que l'on raconte en se promenant par petits groupes dans les couloirs. Mais il y en a d'autres. Celle de ce camarade impotent, parti sans ambulance ni infirmière et qui dut trouver les 18.000 francs nécessaires pour payer le taxi de Villiers jusqu'en Normandie. De cet autre, grimpé dans un camion de pommes de terre et mort deux jours après son arrivée à Paris, sans que sa femme en soit informée. De celui qui resta couché deux mois et demi à Villiers sans qu'on lui ait fait une seule fois sa toilette. Les histoires de réfectoire, les vexations inutiles...

Mais, cette fois-ci, tous sont debout, tous veulent agir. Ecoutez bien :

Cinquante-sept malades valides se sont rendus à Buffalo pour manifester leur désir de paix. Ces 57 malades, à leur retour au sanatorium, ont reçu l'ordre de quitter immédiatement les lieux. Un des médecins les fit appeler : « Partez donc, vous éviterez les histoires. Si vous vous obstinez, on vous expulsera de force. Trois mille tuberculeux attendent depuis des mois leur hospitalisation. Il n'y a pas de place. Si vous résistez, vous ne pourrez pas entrer dans un autre établissement... »

Etranges conseils. Mais les « exclus » ne bougèrent pas. Et le sanatorium se mit en grève de cure.

Folie de rage, la « Renaissance Sanitaire » (reconnue en passant, d'utilité publique !) vient de frapper les quatre délégués des malades. Ceux-ci sont appelés à comparaître devant le

tribunal civil de Château-Thierry, le 18 mai, à 14 heures, pour « agitation ». Qui gère ce sanatorium ? La « Renaissance Sanitaire », dont le secrétaire général, Oustry, fut condamné, en 1947, à la prison (avec sursis) pour avoir touché et vendu frauduleusement le tabac de tuberculeux morts pendant l'occupation.

Ce trust hospitalier privé perçoit un demi-milliard par an, car chaque malade « rapporte » 1.130 francs par jour (soit par le canal de la Sécurité sociale, soit qu'il soit pensionné comme les anciens prisonniers). La Fédération nationale de lutte antituberculeuse est une hôte noire, évidemment — tenta une démarche auprès du conseil d'administration de la « Renaissance Sanitaire ». Le vieux monsieur qui reçoit la délégation hausse les épaules : « Si ces révolutionnaires ne sont pas contents, ils peuvent s'en aller... » C'est une histoire que l'on raconte en se promenant par petits groupes dans les couloirs. Mais il y en a d'autres. Celle de ce camarade impotent, parti sans ambulance ni infirmière et qui dut trouver les 18.000 francs nécessaires pour payer le taxi de Villiers jusqu'en Normandie. De cet autre, grimpé dans un camion de pommes de terre et mort deux jours après son arrivée à Paris, sans que sa femme en soit informée. De celui qui resta couché deux mois et demi à Villiers sans qu'on lui ait fait une seule fois sa toilette. Les histoires de réfectoire, les vexations inutiles...

Mais, cette fois-ci, tous sont debout, tous veulent agir. Ecoutez bien :

Cinquante-sept malades valides se sont rendus à Buffalo pour manifester leur désir de paix. Ces 57 malades, à leur retour au sanatorium, ont reçu l'ordre de quitter immédiatement les lieux. Un des médecins les fit appeler : « Partez donc, vous éviterez les histoires. Si vous vous obstinez, on vous expulsera de force. Trois mille tuberculeux attendent depuis des mois leur hospitalisation. Il n'y a pas de place. Si vous résistez, vous ne pourrez pas entrer dans un autre établissement... »

Etranges conseils. Mais les « exclus » ne bougèrent pas. Et le sanatorium se mit en grève de cure.

Folie de rage, la « Renaissance Sanitaire » (reconnue en passant, d'utilité publique !) vient de frapper les quatre délégués des malades. Ceux-ci sont appelés à comparaître devant le

tribunal civil de Château-Thierry, le 18 mai, à 14 heures, pour « agitation ». Qui gère ce sanatorium ? La « Renaissance Sanitaire », dont le secrétaire général, Oustry, fut condamné, en 1947, à la prison (avec sursis) pour avoir touché et vendu frauduleusement le tabac de tuberculeux morts pendant l'occupation.

Ce trust hospitalier privé perçoit un demi-milliard par an, car chaque malade « rapporte » 1.130 francs par jour (soit par le canal de la Sécurité sociale, soit qu'il soit pensionné comme les anciens prisonniers). La Fédération nationale de lutte antituberculeuse est une hôte noire, évidemment — tenta une démarche auprès du conseil d'administration de la « Renaissance Sanitaire ». Le vieux monsieur qui reçoit la délégation hausse les épaules : « Si ces révolutionnaires ne sont pas contents, ils peuvent s'en aller... » C'est une histoire que l'on raconte en se promenant par petits groupes dans les couloirs. Mais il y en a d'autres. Celle de ce camarade impotent, parti sans ambulance ni infirmière et qui dut trouver les 18.000 francs nécessaires pour payer le taxi de Villiers jusqu'en Normandie. De cet autre, grimpé dans un camion de pommes de terre et mort deux jours après son arrivée à Paris, sans que sa femme en soit informée. De celui qui resta couché deux mois et demi à Villiers sans qu'on lui ait fait une seule fois sa toilette. Les histoires de réfectoire, les vexations inutiles...

Mais, cette fois-ci, tous sont debout, tous veulent agir. Ecoutez bien :

Cinquante-sept malades valides se sont rendus à Buffalo pour manifester leur désir de paix. Ces 57 malades, à leur retour au sanatorium, ont reçu l'ordre de quitter immédiatement les lieux. Un des médecins les fit appeler : « Partez donc, vous éviterez les histoires. Si vous vous obstinez, on vous expulsera de force. Trois mille tuberculeux attendent depuis des mois leur hospitalisation. Il n'y a pas de place. Si vous résistez, vous ne pourrez pas entrer dans un autre établissement... »

Etranges conseils. Mais les « exclus » ne bougèrent pas. Et le sanatorium se mit en grève de cure.

Folie de rage, la « Renaissance Sanitaire » (reconnue en passant, d'utilité publique !) vient de frapper les quatre délégués des malades. Ceux-ci sont appelés à comparaître devant le

tribunal civil de Château-Thierry, le 18 mai, à 14 heures, pour « agitation ». Qui gère ce sanatorium ? La « Renaissance Sanitaire », dont le secrétaire général, Oustry, fut condamné, en 1947, à la prison (avec sursis) pour avoir touché et vendu frauduleusement le tabac de tuberculeux morts pendant l'occupation.

Ce trust hospitalier privé perçoit un demi-milliard par an, car chaque malade « rapporte » 1.130 francs par jour (soit par le canal de la Sécurité sociale, soit qu'il soit pensionné comme les anciens prisonniers). La Fédération nationale de lutte antituberculeuse est une hôte noire, évidemment — tenta une démarche auprès du conseil d'administration de la « Renaissance Sanitaire ». Le vieux monsieur qui reçoit la délégation hausse les épaules : « Si ces révolutionnaires ne sont pas contents, ils peuvent s'en aller... » C'est une histoire que l'on raconte en se promenant par petits groupes dans les couloirs. Mais il y en a d'autres. Celle de ce camarade impotent, parti sans ambulance ni infirmière et qui dut trouver les 18.000 francs nécessaires pour payer le taxi de Villiers jusqu'en Normandie. De cet autre, grimpé dans un camion de pommes de terre et mort deux jours après son arrivée à Paris, sans que sa femme en soit informée. De celui qui resta couché deux mois et demi à Villiers sans qu'on lui ait fait une seule fois sa toilette. Les histoires de réfectoire, les vexations inutiles...

Mais, cette fois-ci, tous sont debout, tous veulent agir. Ecoutez bien :

Cinquante-sept malades valides se sont rendus à Buffalo pour manifester leur désir de paix. Ces 57 malades, à leur retour au sanatorium, ont reçu l'ordre de quitter immédiatement les lieux. Un des médecins les fit appeler : « Partez donc, vous éviterez les histoires. Si vous vous obstinez, on vous expulsera de force. Trois mille tuberculeux attendent depuis des mois leur hospitalisation. Il n'y a pas de place. Si vous résistez, vous ne pourrez pas entrer dans un autre établissement... »

Etranges conseils. Mais les « exclus » ne bougèrent pas. Et le sanatorium se mit en grève de cure.

Folie de rage, la « Renaissance Sanitaire » (reconnue en passant, d'utilité publique !) vient de frapper les quatre délégués des malades. Ceux-ci sont appelés à comparaître devant le

tribunal civil de Château-Thierry, le 18 mai, à 14 heures, pour « agitation ». Qui gère ce sanatorium ? La « Renaissance Sanitaire », dont le secrétaire général, Oustry, fut condamné, en 1947, à la prison (avec sursis) pour avoir touché et vendu frauduleusement le tabac de tuberculeux morts pendant l'occupation.

Ce trust hospitalier privé perçoit un demi-milliard par an, car chaque malade « rapporte » 1.130 francs par jour (soit par le canal de la Sécurité sociale, soit qu'il soit pensionné comme les anciens prisonniers). La Fédération nationale de lutte antituberculeuse est une hôte noire, évidemment — tenta une démarche auprès du conseil d'administration de la « Renaissance Sanitaire ». Le vieux monsieur qui reçoit la délégation hausse les épaules : « Si ces révolutionnaires ne sont pas contents, ils peuvent s'en aller... » C'est une histoire que l'on raconte en se promenant par petits groupes dans les couloirs. Mais il y en a d'autres. Celle de ce camarade impotent, parti sans ambulance ni infirmière et qui dut trouver les 18.000 francs nécessaires pour payer le taxi de Villiers jusqu'en Normandie. De cet autre, grimpé dans un camion de pommes de terre et mort deux jours après son arrivée à Paris, sans que sa femme en soit informée. De celui qui resta couché deux mois et demi à Villiers sans qu'on lui ait fait une seule fois sa toilette. Les histoires de réfectoire, les vexations inutiles...

Mais, cette fois-ci, tous sont debout, tous veulent agir. Ecoutez bien :

Cinquante-sept malades valides se sont rendus à Buffalo pour manifester leur désir de paix. Ces 57 malades, à leur retour au sanatorium, ont reçu l'ordre de quitter immédiatement les lieux. Un des médecins les fit appeler : « Partez donc, vous éviterez les histoires. Si vous vous obstinez, on vous expulsera de force. Trois mille tuberculeux attendent depuis des mois leur hospitalisation. Il n'y a pas de place. Si vous résistez, vous ne pourrez pas entrer dans un autre établissement... »

Etranges conseils. Mais les « exclus » ne bougèrent pas. Et le sanatorium se mit en grève de cure.

Folie de rage, la « Renaissance Sanitaire » (reconnue en passant, d'utilité publique !) vient de frapper les quatre délégués des malades. Ceux-ci sont appelés à comparaître devant le

tribunal civil de Château-Thierry, le 18 mai, à 14 heures, pour « agitation ». Qui gère ce sanatorium ? La « Renaissance Sanitaire », dont le secrétaire général, Oustry, fut condamné, en 1947, à la prison (avec sursis) pour avoir touché et vendu frauduleusement le tabac de tuberculeux morts pendant l'occupation.

Ce trust hospitalier privé perçoit un demi-milliard par an, car chaque malade « rapporte » 1.130 francs par jour (soit par le canal de la Sécurité sociale, soit qu'il soit pensionné comme les anciens prisonniers). La Fédération nationale de lutte antituberculeuse est une hôte noire, évidemment — tenta une démarche auprès du conseil d'administration de la « Renaissance Sanitaire ». Le vieux monsieur qui reçoit la délégation hausse les épaules : « Si ces révolutionnaires ne sont pas contents, ils peuvent s'en aller... » C'est une histoire que l'on raconte en se promenant par petits groupes dans les couloirs. Mais il y en a d'autres. Celle de ce camarade impotent, parti sans ambulance ni infirmière et qui dut trouver les 18.000 francs nécessaires pour payer le taxi de Villiers jusqu'en Normandie. De cet autre, grimpé dans un camion de pommes de terre et mort deux jours après son arrivée à Paris, sans que sa femme en soit informée. De celui qui resta couché deux mois et demi à Villiers sans qu'on lui ait fait une seule fois sa toilette. Les histoires de réfectoire, les vexations inutiles...

Mais, cette fois-ci, tous sont debout, tous veulent agir. Ecoutez bien :

Cinquante-sept malades valides se sont rendus à Buffalo pour manifester leur désir de paix. Ces 57 malades, à leur retour au sanatorium, ont reçu l'ordre de quitter immédiatement les lieux. Un des médecins les fit appeler : « Partez donc, vous éviterez les histoires. Si vous vous obstinez, on vous expulsera de force. Trois mille tuberculeux attendent depuis des mois leur hospitalisation. Il n'y a pas de place. Si vous résistez, vous ne pourrez pas entrer dans un autre établissement... »

Etranges conseils. Mais les « exclus » ne bougèrent pas. Et le sanatorium se mit en grève de cure.

Folie de rage, la « Renaissance Sanitaire » (reconnue en passant, d'utilité publique !) vient de frapper les quatre délégués des malades. Ceux-ci sont appelés à comparaître devant le

tribunal civil de Château-Thierry, le 18 mai, à 14 heures, pour « agitation ». Qui gère ce sanatorium ? La « Renaissance Sanitaire », dont le secrétaire général, Oustry, fut condamné, en 1947, à la prison (avec sursis) pour avoir touché et vendu frauduleusement le tabac de tuberculeux morts pendant l'occupation.

Ce trust hospitalier privé perçoit un demi-milliard par an, car chaque malade « rapporte » 1.130 francs par jour (soit par le canal de la Sécurité sociale, soit qu'il soit pensionné comme les anciens prisonniers). La Fédération nationale de lutte antituberculeuse est une hôte noire, évidemment — tenta une démarche auprès du conseil d'administration de la « Renaissance Sanitaire ». Le vieux monsieur qui reçoit la délégation hausse les épaules : « Si ces révolutionnaires ne sont pas contents, ils peuvent s'en aller... » C'est une histoire que l'on raconte en se promenant par petits groupes dans les couloirs. Mais il y en a d'autres. Celle de ce camarade impotent, parti sans ambulance ni infirmière et qui dut trouver les 18.000 francs nécessaires pour payer le taxi de Villiers jusqu'en Normandie. De cet autre, grimpé dans un camion de pommes de terre et mort deux jours après son arrivée à Paris, sans que sa femme en soit informée. De celui qui resta couché deux mois et demi à Villiers sans qu'on lui ait fait une seule fois sa toilette. Les histoires de réfectoire, les vexations inutiles...

Mais, cette fois-ci, tous sont debout, tous veulent agir. Ecoutez bien :

Cinquante-sept malades valides se sont rendus à Buffalo pour manifester leur désir de paix. Ces 57 malades, à leur retour au sanatorium, ont reçu l'ordre de quitter immédiatement les lieux. Un des médecins les fit appeler : « Partez donc, vous éviterez les histoires. Si vous vous obstinez, on vous expulsera de force. Trois mille tuberculeux attendent depuis des mois leur hospitalisation. Il n'y a pas de place. Si vous résistez, vous ne pourrez pas entrer dans un autre établissement... »

Etranges conseils. Mais les « exclus » ne bougèrent pas. Et le sanatorium se mit en grève de cure.

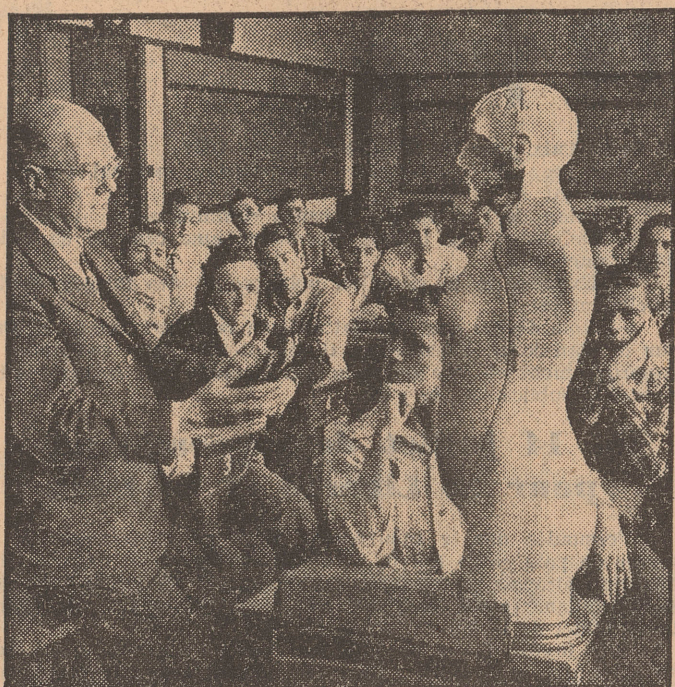
Folie de rage, la « Renaissance Sanitaire » (reconnue en passant, d'utilité publique !) vient de frapper les quatre délégués des malades. Ceux-ci sont appelés à comparaître devant le

tribunal civil de Château-Thierry, le 18 mai, à 14 heures, pour « agitation ». Qui gère ce sanatorium ? La « Renaissance Sanitaire », dont le secrétaire général, Oustry, fut condamné, en 1947, à la prison (avec sursis) pour avoir touché et vendu frauduleusement le tabac de tuberculeux morts pendant l'occupation.

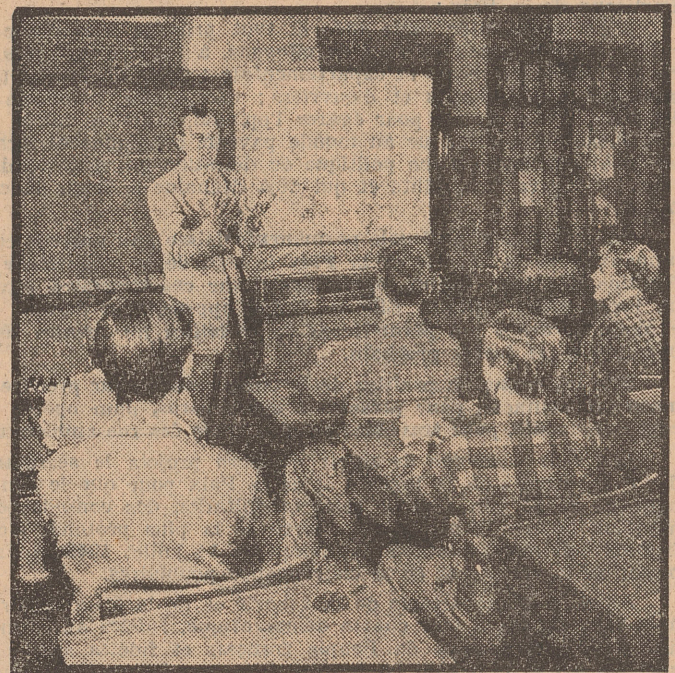
Ce trust hospitalier privé perçoit un demi-milliard par an, car chaque malade « rapporte » 1.130 francs par jour (soit par le canal de la Sécurité sociale, soit qu'il soit pensionné comme les anciens prisonniers). La Fédération nationale de lutte antituberculeuse est une hôte noire, évidemment — tenta une démarche auprès du conseil d'administration de la « Renaissance Sanitaire ». Le vieux monsieur qui reçoit la délégation hausse les épaules : « Si ces révolutionnaires ne sont pas contents, ils peuvent s'en aller... » C'est une histoire que l'on raconte en se promenant par petits groupes dans les couloirs. Mais il y en a d'autres. Celle de ce camarade impotent, parti sans ambulance ni infirmière et qui dut trouver les 18.000 francs nécessaires pour payer le taxi de Villiers jusqu'en Normandie. De cet autre, grimpé dans un camion de pommes de terre et mort deux jours après son arrivée à Paris, sans que sa femme en soit informée. De celui qui resta couché deux mois et demi à Villiers sans qu'on lui ait fait une seule fois sa toilette. Les histoires de réfectoire, les vexations inutiles...

Mais, cette fois-ci, tous sont debout, tous veulent agir. Ecoutez bien :</

M. LE PROFESSEUR d'éducation sexuelle DETROUIT LE MYSTÈRE DES CHOUX



C'est en Amérique, à Cincinnati, que fonctionne l'école d'éducation sexuelle la plus ancienne. Son programme, dit le prospectus que reçoivent les parents des élèves, est le plus large et le plus efficace.



Les jeunes Américains apprennent ainsi que les bébés noirs ne naissent pas dans des choux noirs et les bébés des communistes dans des choux rouges.



On enseigne aux petites filles à donner le biberon à un poupon de celluloid. Et, au tableau noir, la craie savante du professeur a tracé le programme idéal de la femme d'extérieur : la cuisine, l'église, les enfants.



Le PIQUE-ROSE Marbre rose et diplomatie

La suffi d'annoncer que « les quatre » devaient se réunir dans « le Palais de marbre rose » — que M. Boniface, marquis de Castellane, a fait édifier avec l'argent de sa femme née Goudie — pour que chroniqueurs et nouvellistes se soient crus obligés d'évoquer dans leurs écrits ce qui est convenu d'appeler la belle époque.

Cela nous a valu une avalanche d'articles exprimant la douleur qu'il y avait — paraît-il — à vivre au temps des équipages et des cornets délaçés avec volupté au cours de 5 à 7 éblouissants.

Ceux qui se sont livrés à pareils exercices de style n'ont fait d'ailleurs que respecter l'usage qui veut que lorsqu'il s'agit du passé, on fasse preuve de nostalgie.

Les êtres humains sont, en effet, ainsi faits que les malheurs qui se sont abattus sur l'humanité avant qu'ils n'en soient un des membres les accablent beaucoup moins que le simple mal aux pieds qui les empêche momentanément de marcher.

Les drames d'autrefois leur apparaissent comme n'ayant été que des incidents tandis que leur douleur est pour eux une véritable catastrophe.

Il est d'autant plus porté à éprouver pareils sentiments que l'histoire leur enseigne que les événements — même les plus sombres — se sont toujours assez bien terminés.

Cela leur permet de penser que l'on en avait exagéré la gravité et qu'à vivre en des heures où tout finit par s'arranger, leurs devanciers ont eu, somme toute, de la veine.

Je dirai donc, tout comme mes confrères, que Paris était — il y a une cinquantaine d'années — la plus galante ville du monde où l'homme d'esprit, en proie à une romantique oisiveté, séduisait des femmes aux aventures tumultueuses et éclatantes tandis qu'un jeune millionnaire était perpétuellement en train de se ruiner en invitant à dîner le corps de ballet de l'Opéra.

J'affirmerai que, sans aucun doute, l'omnibus traîné par trois pousives rosses, était le plus doux des moyens de transport, le fiacre qui s'en allait jaune avec son cocher blanc le plus beau des carrosses et les réverbères au gaz clignotant les plus mystérieuses des veilleuses.

Je préciserais que de toute évidence le talent de M. Picasso est loin de valoir celui de M. Roybet et que l'on peut toujours courir pour rencontrer des auteurs aussi puissants que MM. René Bazin et Paul Bourget, des critiques aussi sagaces que MM. Faguet, Brutenière ou René Doumic, ou des auteurs dramatiques aussi ennuyeux que M. Paul Hervieu.

J'indiquerai enfin pour être dans la note que les réceptions données par M. Boni de Castellane, en son petit trianon de l'Avenue du Bois, étaient tout simplement d'une somptuosité toute néronienne.

N'y avait-il pas, en haut de l'escalier monumental, luisant comme de l'eau glacée, un orchestre qui jouait le « Vive Henri IV » ?

Et le marquis — cet aussi bleu que le bleu du ciel et les cheveux le nimbant d'une vaporeuse auréole — n'était-il pas là pour rappeler par sa démarche, qu'il voulait seigneuriale, un paon faisant la roue ?

Ah ! ce Boni, quel grand « mec » comme dirait le chiffonnier de la Folle de Chaillot en se trompant complaisamment de voyelle.

Evoquons donc, comme l'on nous y invite, ce temps prestigieux où il était si spirituel de s'aborder en disant « z'en voulez-vous des zhomards ? » Ce à quoi on devait finalement répondre, sous peine d'être classé parmi les gens-pas-ses : « Ah ! les sales bêtes, ils ont du poil aux pattes ».

Admirons sans réserve cette époque froufroulante où M. Robert Montesquiou faisait figure de poète, où dans le salon de Mme de Loyne, M. Jules Lemaitre complétait au nom de l'ordre et de l'autorité contre la République et où l'on préparait, sous le signe de la patrie française, la guerre de 1914 et le désastre de 1940.

N'est-ce pas infiniment plus glorieux, plus émouvant que d'avoir vécu dans la boue de la Somme ou de Verdun et que d'avoir résisté jusque dans des camps de concentration au nazisme ?

Aussi est-il bien, aussi est-il juste, aussi est-il moral que chroniqueurs et poètes jettent un pleur sur le magnifique passé de marbre rose et que l'on applaudisse ceux qui jettent en prison les patriotes qui souhaitent l'avènement de « lendemains qui chantent ».

Quant à la « Femme de tout le monde », la belle des belles Maria Félix s'y produit, autant aller l'admirer dans un autre film.

Le dernier contingent de pellicules technicoloré et musical vient de débarquer par le Clipper. « Parade aux étoiles » réunit dans le même film et selon une formule qui a fait ses preuves, le ban et l'arrière-ban des vedettes, vedettillons, et starlets appointés, par M. Metro-Goldwin-Mayer.

Sur un rythme martial, le nez en trompette (bonchico) de Kathryn Grayson et les pieds du claquet man Gene Kelly propulsent une histoire sentimentale et starlette appointée, distrayant-les-braves-soldats. Les auteurs (sic) ont réussi à introduire dans leur film à la force du stylo un nombre respectable de numéros d'essence et de classe différents. Du pianiste José Iturbi au comique idiot Red Skelton en passant par les taches de rousseur de la petite Margaret O'Brien.

Ce n'est pas un film, c'est un répertoire.

« Maman était new-look ». Avec Betty Grable au générique, on s'en doutait. Une histoire bien connue il faut, du genre émollient. Maman brûle les planches en compagnie de papa : music-hall, numéro et numéro.

Les deux bébés grandissent, deviennent de belles jeunes filles. Papa et maman brûlent, toujours les planches.

Iris, une des filles, a honte de ses salimbanques de parents et la directrice du pensionnat lui fera comprendre que... Larmes d'émotion, bras jetés autour du cou des artistes éleveurs, rideau.

Aux dernières nouvelles, une équipe de scénaristes se serait attelée à « Papa était new-look » qui précéderait de peu « Grand-père et la suite », et « Grand-père et la suite ».

Pour la série des contons new-look, les producteurs attendent : les résultats du box-office.

« La Voix du rêve » ou les méfaits d'un caillot de sang.

Si la sœur de René Saint-Cyr n'était pas aveuglée par ce caillot de sang qui presse son nerf optique, si Marcel Pagliero ne ramenait pas à René Saint-Cyr son chien-chien et si celle-ci ne tombait pas amoureuse de Pagliero et ne lui faisait pas jour après jour de sa sœur aveugle le rôle d'un mari disparu, M. J.-F. Paulin aurait été bien embarrassé. Il n'aurait pu tourner son film à la manière chère à Rossellini, sans décor. En plein dans la nature et la réalité.

Un qui a du bien rire en voyant opérer le mettre en scène, c'est Pagliero, ami intime dudit Rossellini. La prise de vues en studio n'est pas indispensable à la réalisation d'un bon film. Mais jusqu'ici personne n'a trouvé le moyen de se passer d'un scénario. Faisons cependant confiance à M. Paulin qui a mis en scène une histoire bête au point d'en être inexistante. Quoique du même coup, cette « Voix du cauchemar » soit inexistante elle aussi. C'est quand même un progrès. Avec M. Jean Delannoy nous atteignons le stade supérieur du film commercial. Du coussin main et du cadrage minutieux avec un petit morceau de bravoure, point trop bruyant. Juste ce qu'il faut pour rappeler aux amateurs que M. Delannoy, s'il voulait...

Ainsi, voilà de nouveau la tragédie de Mayerling couchée sur pellicule. Rodolphe — Jean Marais — est un archiduc passablement dissipé que l'extrême rigueur d'un papa à favoris pousse à conspirer contre le régime. Une intrigue politico-sentimentale, amènera les agents de Bismarck à faire exécuter Rodolphe et la douce Maria Vetsera — Dominique Blanchard — C'est la dernière interprétation (en date) d'un mystère qui fit couler beaucoup d'encre.

Quand au film, il est passablement décevant. Faisant alterner, la comédie qui se voudrait légère et les passages pseudo-dramatiques, il n'aboutit finalement qu'à la monotonie. Heureusement, tous les interprètes sont excellents.

Dans « Skating Vanities, (au Vélodrome d'hiver) vision d'art montée sur roulements à billes importée directement d'Amérique, tout le monde depuis la vedette Gloria Nord jusqu'aux plus humbles des machinistes, évolue sur des patins à roulettes. On peut prendre quelque plaisir à ce spectacle placé sous le signe de la vitesse dans lequel les Craddock mettent une note saennisme, comique au milieu d'un déballage de tape à l'œil et de mauvais goût d'un style très américain.

Comparé au gigantesque plateau du Palais des Sports, le Studio des Champs-Élysées ou la Compagnie du Théâtre du Temps Pierre Valdé présente « Un Inspecteur vous demande », paraît presque confidentiel.

C'est en trois actes la notion de responsabilité développée sur un thème policier par J.B. Priestley. Bien que cet équilibre de notions sentimentales puisse paraître un peu naïf, le spectacle non-dément servi par une troupe homogène et par la mise en scène de Pierre Valdé se voit avec plaisir.

PIERRE CASTEX.

ACTION

POUR LA PAIX ET LA LIBERTÉ

AU THEATRE, AU MUSIC-HALL, AU CINÉMA

ON AURA TOUT VU



La saison est au tourisme. La France, Paris et sa Tour Eiffel sont devenus le haut lieu de l'été européen. Un producteur désireux sans doute d'apprécier le panorama et de profiter du franc-mou sans se dessaisir de monnaie dure vient donc de tacher sur l'écran d'un cinéma proche de l'Étoile « La Perle de Cadix ».

Cette perle de culture n'est, tout compte fait, que monnaie de singe.

Imperio Argentina et Mario Gabarron sont les jeunes vedettes (80 ans bien sonnés à eux deux) de cet échantillon du jeune cinéma argentin ; une sombre histoire d'amour, avec scènes de jalousie et grincements de dents sert de prétexte à la vedette pour interpréter des chansons typiques de l'Andalousie. On s'attend à ce que les protagonistes de cette aventure, au paroxysme de leur passion, se jettent les poches à la tête. Ils n'échangent hélas que des couplets et encore des couplets.

Des couplets qui tournent à la rengaine. On se prend à souhaïter qu'ils se tuent une fois pour toutes et qu'on n'en parle plus. Hélas (bis), ils n'en font rien ! Le jeune (!) premier s'embarque seulement pour l'Amérique.

Pourvu qu'il ne revienne pas l'an prochain, pour la saison du tourisme.

Pour ce qui est de la passion, les Mexicains n'ont rien à envier à leurs collègues placés plus bas sur la carte. A croire que tous ces gens des pays chauds sont les victimes d'un même mal. Ils ont le Lame de l'Amour chevillé au ventre. Avec la lame à l'œil en plus.

Pecadora (la pécheresse) en est un mortel témoignage. La blonde Mexicaine Emilia Gulu joue la fille perdue. Grâce à son amour pour Ramon Armangard, elle rachètera tous ses péchés.

En vérité, ce n'est pas si simple. Avant de bien finir, en mourant sur un grabat, les scénaristes la font passer sous une voiture et épousent son riche créancier. Le tout entrecoupé de nombreux tours de chant et de numéros de music-hall.

Si bien que l'on ne sait jamais si l'on doit reprendre au refrain ou se moucher bruyamment en essayant une larme fictive. C'est très gênant.

Pour ne pas dire ennuyeux.

Quant à la « Femme de tout le monde », la belle des belles Maria Félix s'y produit, autant aller l'admirer dans un autre film.

Le dernier contingent de pellicules technicoloré et musical vient de débarquer par le Clipper. « Parade aux étoiles » réunit dans le même film et selon une formule qui a fait ses preuves, le ban et l'arrière-ban des vedettes, vedettillons, et starlets appointés, par M. Metro-Goldwin-Mayer.

Sur un rythme martial, le nez en trompette (bonchico) de Kathryn Grayson et les pieds du claquet man Gene Kelly propulsent une histoire sentimentale et starlette appointée, distrayant-les-braves-soldats. Les auteurs (sic) ont réussi à introduire dans leur film à la force du stylo un nombre respectable de numéros d'essence et de classe différents. Du pianiste José Iturbi au comique idiot Red Skelton en passant par les taches de rousseur de la petite Margaret O'Brien.

Ce n'est pas un film, c'est un répertoire.

« Maman était new-look ». Avec Betty Grable au générique, on s'en doutait. Une histoire bien connue il faut, du genre émollient. Maman brûle les planches en compagnie de papa : music-hall, numéro et numéro.

Les deux bébés grandissent, deviennent de belles jeunes filles. Papa et maman brûlent, toujours les planches.

Iris, une des filles, a honte de ses salimbanques de parents et la directrice du pensionnat lui fera comprendre que... Larmes d'émotion, bras jetés autour du cou des artistes éleveurs, rideau.

Aux dernières nouvelles, une équipe de scénaristes se serait attelée à « Papa était new-look » qui précéderait de peu « Grand-père et la suite », et « Grand-père et la suite ».

Pour la série des contons new-look, les producteurs attendent : les résultats du box-office.

« La Voix du rêve » ou les méfaits d'un caillot de sang.

Si la sœur de René Saint-Cyr n'était pas aveuglée par ce caillot de sang qui presse son nerf optique, si Marcel Pagliero ne ramenait pas à René Saint-Cyr son chien-chien et si celle-ci ne tombait pas amoureuse de Pagliero et ne lui faisait pas jour après jour de sa sœur aveugle le rôle d'un mari disparu, M. J.-F. Paulin aurait été bien embarrassé. Il n'aurait pu tourner son film à la manière chère à Rossellini, sans décor. En plein dans la nature et la réalité.

Un qui a du bien rire en voyant opérer le mettre en scène, c'est Pagliero, ami intime dudit Rossellini. La prise de vues en studio n'est pas indispensable à la réalisation d'un bon film. Mais jusqu'ici personne n'a trouvé le moyen de se passer d'un scénario. Faisons cependant confiance à M. Paulin qui a mis en scène une histoire bête au point d'en être inexistante. Quoique du même coup, cette « Voix du cauchemar » soit inexistante elle aussi. C'est quand même un progrès. Avec M. Jean Delannoy nous atteignons le stade supérieur du film commercial. Du coussin main et du cadrage minutieux avec un petit morceau de bravoure, point trop bruyant. Juste ce qu'il faut pour rappeler aux amateurs que M. Delannoy, s'il voulait...

Ainsi, voilà de nouveau la tragédie de Mayerling couchée sur pellicule. Rodolphe — Jean Marais — est un archiduc passablement dissipé que l'extrême rigueur d'un papa à favoris pousse à conspirer contre le régime. Une intrigue politico-sentimentale, amènera les agents de Bismarck à faire exécuter Rodolphe et la douce Maria Vetsera — Dominique Blanchard — C'est la dernière interprétation (en date) d'un mystère qui fit couler beaucoup d'encre.

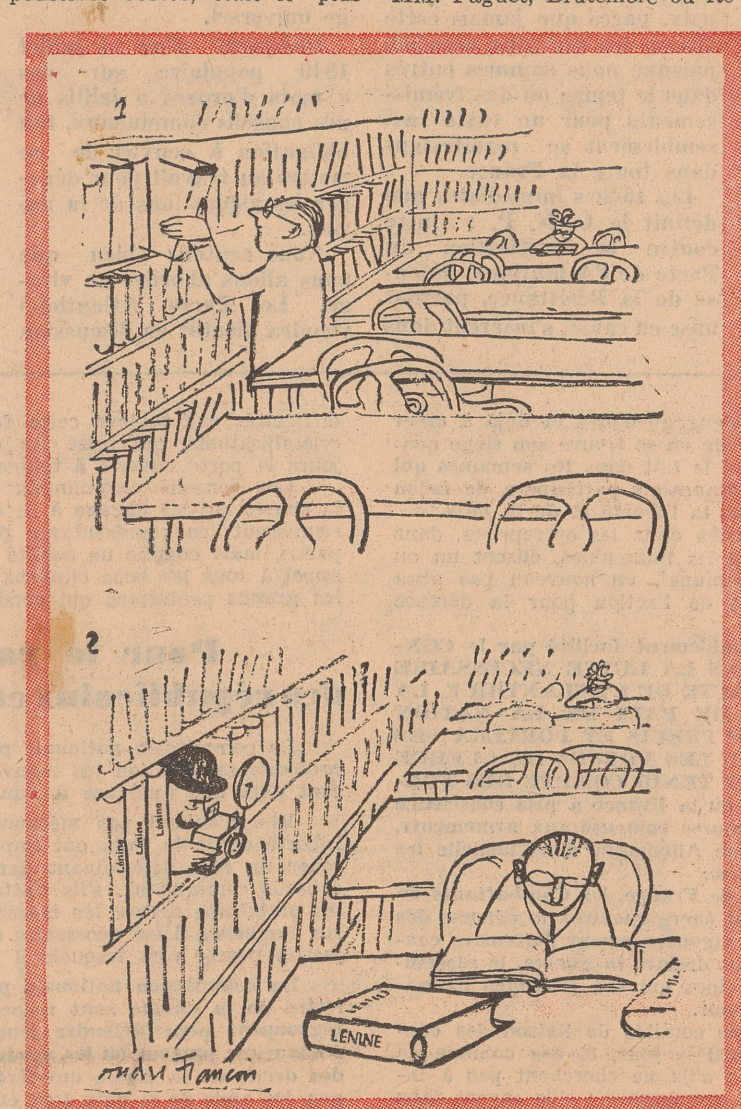
Quand au film, il est passablement décevant. Faisant alterner, la comédie qui se voudrait légère et les passages pseudo-dramatiques, il n'aboutit finalement qu'à la monotonie. Heureusement, tous les interprètes sont excellents.

Dans « Skating Vanities, (au Vélodrome d'hiver) vision d'art montée sur roulements à billes importée directement d'Amérique, tout le monde depuis la vedette Gloria Nord jusqu'aux plus humbles des machinistes, évolue sur des patins à roulettes. On peut prendre quelque plaisir à ce spectacle placé sous le signe de la vitesse dans lequel les Craddock mettent une note saennisme, comique au milieu d'un déballage de tape à l'œil et de mauvais goût d'un style très américain.

Comparé au gigantesque plateau du Palais des Sports, le Studio des Champs-Élysées ou la Compagnie du Théâtre du Temps Pierre Valdé présente « Un Inspecteur vous demande », paraît presque confidentiel.

C'est en trois actes la notion de responsabilité développée sur un thème policier par J.B. Priestley. Bien que cet équilibre de notions sentimentales puisse paraître un peu naïf, le spectacle non-dément servi par une troupe homogène et par la mise en scène de Pierre Valdé se voit avec plaisir.

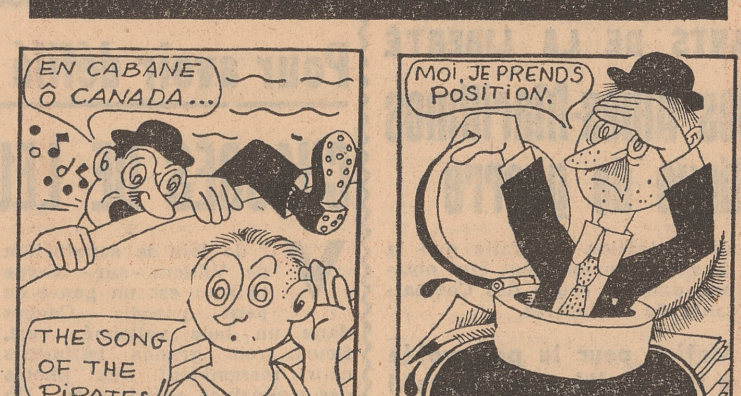
PIERRE CASTEX.



DEFENSE ET SECURITE DU TERRITOIRE

ANDRE SAUGER.

7 FAITS d'effets... divers



JEUDI. — Kravchenko a révélé aux journalistes de New-York qu'il avait gardé son revolver dans sa poche pendant les sept semaines de son procès.

Fort heureusement, ni Wurmser, ni Morgan, ni leurs avocats, ni le président Durkheim n'ont prononcé le mot « culture » en sa présence. Il aurait eu une belle occasion de le sortir, son revolver.

Mais qu'attendent la Justice pour poursuivre un énergumène qui s'est présenté en armes devant elle ?

VENREDI. — Les marins canadiens du vapeur canadien « Westminster County » se sont mis en grève à Rouen. Sur la demande du consul britannique, la police française les a arrêtés et livrés à la Grande-Bretagne. C'est tout.

DIMANCHE. — Des soldats français, malades, blessés, arrivent d'Indochine à Paris. « Défense d'écrire ! », dit un policier aux journalistes. Voilà que les colonialistes veulent planquer leurs files dans nos encieris !

LUNDI. — Le fils de l'Amiral Platon, espion et traître, parachuté en France par Hitler, est acquitté.

M. Vallon lui a offert d'entrer dans son comité d'intellectuels R. P. F. « J'ai lu tous vos livres », lui a-t-il déclaré avec un charmant sourire.

SAMEDI. — Gérard Elser, antifasciste allemand, est kidnappé sur un bateau polonais par la police anglaise aidée de civils américains.

L'appareil policier du Pacte Atlantique tourne rond.

MERCREDI. — Cécile Sorel attaque le testament de son époux défunt. Elle le prétend « immoral ». Le cher Guillaume de Sax avait légué 125.000 fr. par an pour élever les deux fillettes qu'il avait eues d'une autre femme.

La vertu se compte sou à sou.

LES ECHECS

CHRONIQUE N° 40

PROBLEME N° 57
J. HARTONG
« Tijdschrift » 1948
Blancs : Rb3, Dh5, Tf5, Tg4, Cb7, Cd3, Fc8, 'F81, P:2, e2, f4 = 11.
Noirs : Rd4, Td5, Th3, Ca4, Cc4, Ff6, P : a5, c5, d2, d4, h7 = 11.

Les blancs jouent et font mat en deux coups.
Solution du problème n° 49, Fieck, c1e : Dc5. C1e élégante donnant 2 cases de fuite au roi et remarquable unité de jeu des noirs dont les 4 coups de défense principaux sont joués sur la case e5 (théâtre de case ou « self-block » dans chaque cas).

Solution du problème n° 50, Segal, c1e : Fe5. Si 1... Fxg7 ou Th1 ; 2. Cc5... a1 ; 3. Df4+ ; 1... Tg7 ; 2. Fb2. Bonne composition !
Solution du problème n° 51, Benninger, c1e : Tc3.

PROBLEME N° 58
ING. L. LOEWENTON
« Parallele 50 » avril 1949
Cd4 ; 10. Tc1 (meilleur était Cxd4) ; 10... 0-0 ; 11. Cxd4, Txf4 ; 12. e3, Txf2 ; 13. Tc2, Txd2 ; 1. Coup de fouet ! les noirs abandonnent.

NOUVELLES. — La coupe du Conseil municipal d'Aubervilliers, pour les parties rapides, a été gagnée par E.S. 18 devant Aubervilliers, Eclair du Travail et Saint-Denis. Un tournoi individuel a réuni 14 participants : 1. Podolsky, 2. Becker, 3. Boudkareff, 4. Caplan, Michels et Rubeka, 7. Ergo. Le deuxième groupe finit à vu la victoire de L. Segal suivi par Roux, Le Guéholet, etc. Tournoi féminin : 1. Mme Ascha et le tournoi des jeunes : 1. Spiglas, 2. Abraham, 3. Dameron. Pour terminer la fête, le maître Schernecksky fit une simulac.

Le championnat fédéral de la F.O.S.E. (Fédération Ouvrière Suisse) a donné les résultats suivants : 1. E. Walter (18 ans), 11 pts ; 2. Geller, 8 1/2 ; 3. Bliend, 7 1/2 ; Scherrie, 7 ; Schaffner, 6 1/2 ; H. Martin, 5 1/2 ; Brügger, 5 pts, etc.

Nous apprenons avec regrets le décès du maître Delannoy, joueur d'échecs viennois bien connu.

Le tournoi d'Anvers s'est terminé par la victoire de Van Seters, 8 pts, Dunkelblum, 6. Devos, 5 1/2 ; Sultanbèyeff, 5, etc.

Grande fête champêtre des échecs, à Gisors-Vette (meilleure ligne de Sceaux, descendre Courcellesur-Vette) organisée par la F.S.O.T. le dimanche 22 mai, dans le parc de la Maison des syndicats de la R.P. Spectacles, musique, danse, jeux pour les enfants. Entrée libre. Invitation amicale à tous et à toutes.

Adressez toute la correspondance concernant cette rubrique à F. Molgarnier, « Action 49 », 3 rue des Pyrénées, Paris.

PROBLEME N° 11
HORIZONTALEMENT. — I. Il est en forme de déconiture. II. On ne parle que d'elle dans les journaux. — III. Prince noir. Jour républicain. — IV. Boisson occidentale. Au monde. Ce que serait le 12 mai. — V. Coupé de la société. — VI. Victoire populaire. Adverbe. — VII. Pronom. — VIII. Aujourd'hui cette messagère irait en hélicoptère. Canton. — IX. Pour mesurer la déroute des « rationalistes » chinois. — X. Bradype. Assemblée de rigoles ségeant actuellement en Hollande (fromage de). — XI. Aurait des espérances satisfaites.

VERTICALEMENT. — 1. Objection d'une héroïne de l'air. Interjection. — 2. Labour. Eve. — 3. Ere. Crap. — 4. Elai. Court. — 5. Ma. Stand. — 6. Arête. Caen. — 7. Grac. Oh. — 8. Na. Brial. — 9. Essai. Tour. — 10. Biseal.

qu'on pourra y aller en 45 minutes. Vieux oui. Personnel. — 3. Parfumé de façon apéritive. Voir le deuxième mot du 2 vertical. — 9. Agréable à carresser. Adverbe. — 10. Sacré général le coup d'Etat (éventuel) dont le fils est entré glorieusement dans la carrière d'escoc. (C.C.)

SOLUTION DU N° 10
HORIZONTALEMENT. — I. Allemagne. II. Va. Tarra. — III. Iba. Eu. Sb. — IV. Aorile. Al. — V. Tué. Té. Bis. — VI. Ir. Ca. Or. — VII. Conchila. — VIII. Nécro. Sol. IX. Var. Etai. — X. Centenaire. VERTICALEMENT. — 1. Aviation. 2. Labour. Eve. — 3. Ere. Crap. — 4. Elai. Court. — 5. Ma. Stand. — 6. Arête. Caen. — 7. Grac. Oh. — 8. Na. Brial. — 9. Essai. Tour. — 10. Biseal.